

Rapport annuel 2014 du conseil national de l'Inventaire général du patrimoine culturel

ALSACE

AQUITAINE

AUVERGNE

BASSE-NORMANDIE

BOURGOGNE

BRETAGNE

CENTRE-VAL DE LOIRE

CHAMPAGNE-ARDENNE

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE CORSE

FRANCHE-COMTÉ

HAUTE-NORMANDIE

ÎLE-DE-FRANCE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

LIMOUSIN

LORRAINE

MIDI-PYRÉNÉES

NORD-PAS DE CALAIS

PAYS DE LA LOIRE

PICARDIE

POITOU-CHARENTES

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

RHÔNE-ALPES



PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS ET DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT
DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL AU PLAN NATIONAL

INTRODUCTION → 5

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE → 5

RAPPORTS DES SERVICES CHARGÉS DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL

ALSACE → 37

AQUITAINE → 53

AUVERGNE → 67

BASSE-NORMANDIE → 79

BOURGOGNE → 97

BRETAGNE → 105

CENTRE-VAL DE LOIRE → 121

CHAMPAGNE-ARDENNE → 139

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE CORSE → 153

FRANCHE-COMTÉ → 165

HAUTE-NORMANDIE → 177

ÎLE-DE-FRANCE → 199

LANGUEDOC-ROUSSILLON → 209

LIMOUSIN → 217

LORRAINE → 235

MIDI-PYRÉNÉES → 261

NORD-PAS DE CALAIS → 289

PAYS DE LA LOIRE → 299

PICARDIE → 311

POITOU-CHARENTES → 341

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR → 361

RHÔNE-ALPES → 383

PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS ET DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL AU PLAN NATIONAL



A. INTRODUCTION

Frédérique Boura

La publication du rapport annuel 2014 des services régionaux de l'Inventaire général n'intervient qu'en 2016.

Le calendrier de 2015 n'ayant pas permis la réunion plénière du Conseil national (CNIGPC), il n'a pas été possible d'y présenter les avis élaborés par la section scientifique de ce conseil. En l'absence de validation, ils ne sont pas joints au présent volume et le seront dans le rapport 2015, qui sera soumis au nouveau conseil, en cours de renouvellement et qui devrait être installé au second semestre 2016.

L'année 2014 a été une année de célébration pour l'Inventaire général du patrimoine culturel : 50 ans d'existence et 10 ans de décentralisation.

Ce double anniversaire a été marqué par l'organisation de rencontres européennes organisées par la direction générale des patrimoines, le centre d'études sur la coopération juridique internationales (CECOJI-CNRS) et l'association des conservateurs régionaux de l'Inventaire (ACRI) avec le concours de l'Association des Régions de France et en partenariat avec l'Institut central italien pour le catalogue et la documentation.

Ce colloque, intitulé « Une aventure de l'esprit » : l'Inventaire général du patrimoine culturel+ qui s'est tenu en novembre 2014 à l'Institut national du patrimoine souhaitait témoigner dans une perspective européenne et avec une volonté prospective, de l'évolution progressive du positionnement de l'Inventaire général au sein des institutions patrimoniales. Ces échanges, qui marquent une étape dans la longue histoire du projet de l'Inventaire général feront l'objet d'un volume dans la collection nationale des Cahiers du patrimoine.

Les axes retenus pour la synthèse annuelle des rapports l'ont été dans la cette même perspective d'évolution progressive et contrastée des services et des études qu'ils conduisent.

Ainsi, l'analyse des opérations menées montre t-elle une tendance à l'augmentation des partenariats, qui représentent désormais 58% des opérations conduites, illustrant le rôle fédérateur et structurant de l'Inventaire dans les politiques patrimoniales des territoires et le rôle que leurs équipes professionnelles y tiennent.

L'état des lieux des études portant sur le patrimoine industriel, dont les premières enquêtes ont été initiées au milieu des années 80 montre le chemin parcouru et la place qu'elles ont prise dans la patrimonialisation, aujourd'hui très largement partagée de ce nouveau domaine. Elles ont leur place parmi les outils qui contribuent désormais aux politiques d'aménagement du territoire.

Le focus sur les « territoires de l'eau » souligne les modalités plurielles dont cette réflexion en devenir et déjà présente dans la plupart des régions.

Pour ce qui concerne le système documentaire, qu'il s'agisse des bases de données ou des images, il semble que l'on soit au milieu du gué, dans le lourd chantier de dématérialisation et de mise en ligne de l'information qui progresse partout,

notamment avec la généralisation des plates-formes de diffusion régionales.

Les équipes quant à elles ont vu une stabilisation de leurs effectifs mais une évolution de leur composition métier et du statut des agents. Il sera intéressant, pour l'année 2015, de dresser un état des lieux de ce domaine à la veille de la réorganisation territoriale. Enfin, il convient de souligner la place importante des formations dispensées par les services qui valorisent par ce biais, la richesse de leurs compétences et de leur capacité d'expertise : elles existent dans presque toutes les régions, même s'il convient de souligner les relations très contrastées avec l'université, qui devrait devenir un partenaire scientifique sur la majorité des territoires.

B. ELEMENTS DE SYNTHÈSE

B.1 → LES OPÉRATIONS

Xavier de Massary

Nombre d'opérations et date d'achèvement

Les vingt-deux régions de France métropolitaine avaient en cours, fin 2014, 203 opérations d'inventaire, soit une moyenne de 9 opérations par région, avec un minimum de 4 (Alsace, Poitou-Charente) et un maximum de 22 (Lorraine) et même 25 (Midi-Pyrénées).

Sur ces 203 opérations d'inventaire, 37 avaient débuté en 2014, soit 18%. En regard, 22 opérations (11%) étaient annoncées comme achevées au cours de cette même année. Il est prévu d'en achever 67 en 2015, soit trois fois plus, pour revenir à une trentaine en 2016 et 2017. Le pic de 2015 peut s'expliquer par la volonté, dans un certain nombre de régions, de caler le calendrier des opérations sur le calendrier des assemblées régionales. Mais il paraît vraisemblable que dans les faits une proportion notable de ces opérations ne puisse s'achever en fait qu'en 2016 voire au-delà.

Partenariats

Sur 203 opérations vivantes en 2014, 82 ont été menées sans conventions (ce qui n'exclut pas un partenariat informel) et 117 avec une convention, soit 58% (4 sans réponse).

Les partenariats les plus fréquents le sont avec des collectivités : ceux-là concernent 78 opérations, dont : 29 villes, 4 communes rurales, 8 communautés de communes, 3 communautés d'agglomération, une métropole (Strasbourg), enfin 11 pays. Les partenariats avec les départements, historiquement prépondérants, se maintiennent dans huit régions pour vingt-trois opérations au total, les plus impliquées étant la Lorraine (six opérations, en raison du protocole de décentralisation du

début des années 2000), Pays de la Loire (cinq opérations) et Midi-Pyrénées (quatre opérations). Dix-huit départements sur les 96 de métropole participent à ces partenariats, certains pour plusieurs opérations: trois pour les Vosges, deux pour le Gers, la Mayenne ou encore le Maine-et-Loire. Dernière catégorie de collectivités partenaires: les Parcs Naturels Régionaux. Sept régions ont des partenariats formalisés avec dix PNR (le Centre, Midi-Pyrénées et Nord-Pas-de-Calais en ont deux) tandis que Rhône-Alpes a une convention avec le PNR des Bauges pour trois opérations distinctes.

On peut s'interroger par ailleurs sur le fait qu'une seule région, la Champagne-Ardenne, ait à ce jour un partenariat avec l'État (DRAC) pour deux opérations d'inventaire: l'une sur les églises des Ardennes, l'autre sur celles de la Marne. Il arrive qu'une même opération implique plusieurs partenaires institutionnels: le recensement des églises des Ardennes implique à la fois l'État (DRAC) et le département des Ardennes.

Les partenariats scientifiques ou techniques sont nettement en retrait, du moins ceux ayant donné lieu à conventionnement: sept régions ont conventionné avec une université (pas forcément de leur territoire), et le Centre-Val de Loire est la région la plus avancée en ce domaine, puisque ce partenariat concerne deux opérations distinctes. Le centre André-Chastel, pour le recensement du Corpus Vitrearum, a conventionné avec deux régions: Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. Enfin peuvent être rangés dans la catégorie des partenariats scientifiques ceux noués par la Basse-Normandie avec les CAO de l'Orne et du Calvados ou encore ceux de l'Ile-de-France avec les CAUE de Seine-et-Marne, Yvelines et Val d'Oise.

Conduite des opérations

Les opérations sont conduites en direct par le SRI dans 113 cas (56%), elles sont co-conduites avec un partenaire dans 19 cas (et sans doute 22) et uniquement par le chercheur du partenaire dans 49 cas (ce qui n'exclut pas la participation de la Région par exemple pour la couverture photos). Enfin 16 opérations (8%) sont confiées à un prestataire recruté par appel d'offres. Six régions recourent à des prestataires extérieurs, et si c'est la Région PACA qui y recourt pour le plus d'opérations: cinq sur dix (hors opérations d'urgence), c'est en Champagne-Ardenne que ce mode représente la plus forte proportion: quatre sur six.

A noter qu'un tiers des régions de métropole (sept sur vingt-deux) ne confient en direct la conduite d'aucune opération à des partenaires, même s'il existe entre eux une convention (cas de l'Ile-de-France), tout au plus ces partenaires participent-ils à l'avancement d'une ou deux opérations: patrimoine industriel de la vallée de la Seine en Seine-et-Marne, patrimoine industriel de Grasse en PACA, patrimoine bâti avec le PNR des Bauges en Rhône-Alpes.

Méthode utilisée

Les opérations thématiques l'emportent sur les topographiques: 94 contre 81, tandis que les monographies d'édifices sont au nombre de neuf, dont quatre concernent les hôtels de

région (Basse-Normandie, Bourgogne, Centre et Limousin). Huit opérations sont présentées comme des diagnostics, dont cinq dans la seule région Ile-de-France (une seule en Alsace, Centre et Nord-Pas-de-Calais). Enfin trois opérations sont inscrites comme des inventaires préliminaires: deux en Midi-Pyrénées (patrimoine bâti du PNR des Grands Causses et celui du PNR du Haut-Languedoc) et une en Languedoc-Roussillon.

Thématiques

Parmi les enquêtes topographiques, 31 concernent un territoire urbain, et 49 un territoire entièrement ou majoritairement rural. Il est inquiétant de constater qu'un tiers de ces opérations topographiques ne prennent pas en compte le mobilier public, qui rentre pourtant normalement en compte dans cette catégorie d'enquêtes. A la croisée du topographique et du thématique, seize enquêtes sont axées sur le patrimoine du XX^e siècle, dont deux plus spécifiquement sur l'architecture et l'urbanisme de la reconstruction après la Grande Guerre (en Picardie) et deux autres sur ceux consécutifs à la seconde Guerre mondiale: Centre-Val de Loire et Lorraine (montagne vosgienne).

Parmi les opérations thématiques, quatorze concernent principalement ou uniquement le mobilier religieux: le patrimoine religieux des églises des Ardennes, la peinture religieuse en Basse-Normandie, le patrimoine religieux de la Côte de Beaune, les ornements liturgiques d'Auvergne ou ceux du département du Gard, le patrimoine mobilier public des Landes, le patrimoine juif et le patrimoine protestant en Lorraine, etc.. Deux opérations concernent la statuaire publique: Statuaire et monuments publics en région Centre, la statuaire publique en Basse-Normandie. Pour en terminer avec le mobilier, mentionnons les trois opérations sur le patrimoine scientifique et technique: celui des universités en Alsace et en Lorraine, celui de la vigne et du vin en Bourgogne. Sept opérations concernent les décors: le recensement du Corpus Vitrearum en Languedoc-Roussillon et en Languedoc-Roussillon, celui des vitraux XX^e en région Centre, les peintures murales en Midi-Pyrénées, enfin les décors de l'aérogare d'Orly (Ile-de-France).

Les équipements (édifices et édifices publics, réseaux...) sont concernés par vingt-trois opérations thématiques. Parmi elles, les réseaux représentent sept études. Une seule sur le ferroviaire (Corse) mais deux sur les fleuves et leurs aménagements: le Rhône (PACA) et la Loire (Centre-Val de Loire), et quatre sur les canaux: Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, et Midi-Pyrénées. Les lycées sont étudiés par six régions: Alsace, Franche-Comté, Lorraine, Nord-Pas-de-Calais et Rhône-Alpes, Le Midi-Pyrénées s'intéressant en même temps au 1% artistique, qu'étudient aussi les régions Centre et Basse-Normandie.

Le patrimoine militaire fait l'objet de thématiques en Poitou-Charentes (châteaux-forts romans), Lorraine, PACA et Nord-Pas de Calais (les vestiges des fortifications de la Grande Guerre pour cette dernière). Les thématiques nationales du patrimoine industriel concernent vingt-trois opérations réparties dans quatorze régions, soit deux sur trois. Celle sur

la villégiature est présente à travers treize opérations, dont trois plus spécifiquement sur le thermalisme : Auvergne, Lorraine et ville d'Aix les Bains (Rhône-Alpes). Pour en terminer avec les thématiques nationales, on a déjà mentionné les quatre opérations en cours sur le vitrail dont les deux conduites par le Centre André-Chastel, tandis qu'il n'y en a actuellement plus qu'une seule (en Lorraine) portant spécifiquement sur l'orfèvrerie, ce qu'il y a lieu de regretter.

Publications

Quatre-vingt six opérations (46%) doivent donner lieu à une publication imprimée. Pour quinze d'entre elles, le choix de la collection n'est pas encore défini. Pour quinze autres, ce doit être dans une collection régionale, et pour cinq opérations un hors collection ou un beau livre. Les publications restantes se répartissent dans les collections nationales : Cahiers (quinze opérations), Images (vingt-six), Parcours (dix). Les publications virtuelles ne sont mentionnées que dans cinq cas, mais doivent être en réalité plus nombreuses. Parmi les soixante-et-onze publications papier, seize étaient en cours fin 2014, seize autres déjà parues et trente-neuf simplement à l'état de projet.

B.2 → FOCUS PATRIMOINE INDUSTRIEL

Catherine Chaplain



Turbo-alternateur de l'ancienne centrale EDF de Saint-Denis
Photo Jean-Bernard Vialles

© Région Ile-de-France - Inventaire général du patrimoine culturel ;
© Conseil général de Seine-Saint-Denis

État des lieux

Sur l'ensemble des régions impliquées, depuis le début, dans l'opération nationale d'inventaire du patrimoine industriel, 16 d'entre elles sont toujours concernées par cette thématique, tandis que trois ont achevé le Repérage et deux l'ont suspendu. Quatre autres régions, qui avaient engagé des inventaires du patrimoine industriel en partenariat avec diverses collectivités territoriales (municipalités, communautés d'agglomération, conseil généraux ou régionaux),



Robots de soudage dans l'atelier de ferrage de l'usine automobile PSA Peugeot Citroën de Sochaux

Photo Jérôme Mongreville © Région Franche-Comté, Inventaire du patrimoine

n'ont pas poursuivi ces contrats, une fois les études achevées. À la lecture des rapports annuels, il ressort que, sur les seize régions encore en lice qui emploient un voire deux chercheurs spécialisés, l'approche de la thématique industrielle se décline désormais de façon plurielle, selon différents axes, en fonction de l'état d'avancement de la couverture du territoire et des objectifs fixés par chacun des services en charge de l'Inventaire général.

Dans cinq régions, notamment les plus anciennes engagées dans l'opération, l'inventaire du patrimoine industriel est encore conduit systématiquement département après département avec pour objectif principal d'achever le Repérage à l'échelle de la région.

Des partenariats ont été mis en place dans 75 % des régions. Ces conventionnements passés avec de nouvelles entités territoriales telles que les Communautés de Communes et les Pays ont induit des approches patrimoniales à échelle variable prenant en compte les notions de paysage et d'environnement, comme en Alsace, dans le cadre de l'étude du patrimoine industriel et rural des vallées haut-rhinoises du Massif



Réacteurs catalytiques de la plate-forme gazière Induslacq
Photo Adrienne Barroche © Région Aquitaine, Inventaire général

des Vosges ou, dans une moindre mesure, en Aquitaine, lors du travail réalisé sur le bassin énergétique de Lacq.

L'inventaire du patrimoine industriel peut également revêtir la forme d'un diagnostic patrimonial, comme c'est le cas, en Île-de-France, pour les départements de l'Essonne et du Val d'Oise. Le plus souvent, comme le montre ci-après le tableau récapitulatif des différentes opérations d'inventaire du patrimoine industriel au sein des services en charge de l'Inventaire

général, des enquêtes thématiques spécifiques sont menées à l'intérieur de la thématique nationale :

- Inventaire du site industriel gazier de Lacq et des sites liés à l'aéronautique et à l'aérospatiale de défense dans les départements de la Gironde et des Pyrénées-Atlantiques (Aquitaine)
- Le patrimoine industriel du Pays Horloger (Franche-comté)
- Le patrimoine industriel et les entreprises emblématiques du textile et du cuir de la commune de Bédarieux (Languedoc-Roussillon)
- Patrimoine industriel et savoir-faire liés au travail du cuir à Saint-Junien (Limousin)
- Étude sur la distillerie et la tonnellerie (Midi-Pyrénées)
- Inventaire des jardins insolites dans le bassin minier et trois communes hors bassin minier (Nord-Pas-de-Calais)
- Réhabilitation des friches industrielles (Haute-Normandie)
- Étude de la fonderie d'Antoigné et village à Sainte-Jamme-sur-Sarthe (Pays de la Loire)
- Le Vimeu industriel (Picardie)
- Inventaire des mémoires ouvrières (Poitou-Charentes)
- Inventaire des usines à parfum (Provence-Alpes-Côte d'Azur)

La plus importante de ces études, en terme de couverture territoriale, est celle réalisée, en partenariat avec EDF, sur les quarante-deux usines et barrages hydroélectriques de l'ensemble de la région Limousin.

En Haute-Normandie, suite au travail mené sur la reconversion des friches industrielles qui a donné lieu, fin 2014, à l'organisation de rencontres régionales, un partenariat plus opérationnel s'est instauré. Désormais l'étude va se prolonger, dans le cadre de la politique régionale de résorption des friches, en étroite collaboration avec deux entités administratives en charge respectivement du développement territorial et du foncier pour un inventaire des friches et des possibilités de réhabilitation autour de la vallée de l'Andelle.

La sollicitation du service régional de Haute-Normandie est une démarche particulièrement originale et significative de l'apport des études d'inventaire dans la gestion patrimoniale des collectivités territoriales.

À l'issue du Repérage du patrimoine industriel en Poitou-Charentes, la région a initié une importante enquête sur les mémoires ouvrières auprès d'anciens salariés de plusieurs sites emblématiques. Tous ces recueils d'entretiens alimentent une base de données spécifique. Mais cette nouvelle approche portant sur les savoir-faire et la mémoire ouvrière n'a pas eu beaucoup d'écho auprès des autres régions. Seules trois d'entre elles ont abordé cette thématique, de manière ponctuelle ou à la demande expresse de leurs partenaires, comme ce fut le cas en Île-de-France lors de l'étude de l'Usine Schneider de Champagne-sur-Seine (77).

À noter enfin que le service régional de Bretagne initie et apporte soutien et suivi méthodologique à des inventaires thématiques participatifs menés par des associations locales sur la papeterie et l'exploitation ardoisière.

Résultats

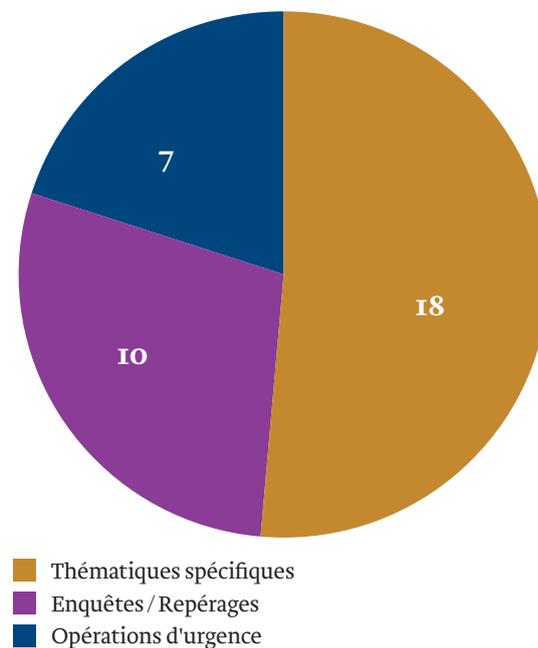
Actuellement, l'opération nationale d'inventaire du patrimoine industriel est achevée dans 21 départements ; le dernier couvert étant le département de l'Hérault (34).

Les données recueillies sont accessibles via les trois bases nationales Mérimée, Palissy et Mémoire pour les images.

À ce jour, on comptabilise plus de 15 000 notices architecture et 1300 notices machines, dont 229 concernent des machines énergétiques.

Le travail se poursuit dans 21 départements sous les formes évoquées ci-dessus, soit enquête ou Repérage systématique, soit enquête thématique régionale spécifique, sans oublier les opérations d'urgence.

Répartition des opérations d'inventaire du patrimoine industriel



Valorisation

En ce qui concerne les publications papier, parmi les 98 ouvrages parus sur le patrimoine industriel dans les différentes collections nationales, on comptabilise 15 *Indicateurs du patrimoine* départementaux (dont l'un est exclusivement consacré aux brasseries et malteries du Nord-Pas-de-Calais), 15 *Cahiers du patrimoine*, 31 *Images du patrimoine*, 36 *Parcours du patrimoine* et 1 *Documents et Méthodes*, sans compter le très grand nombre d'*Images* qui renferment des chapitres consacrés à cette thématique (moulins, minoteries, métallurgie, usines de céramiques, etc.).

Deux *Images du patrimoine* parues en 2014 en Languedoc-Roussillon et en Franche-Comté concernent respectivement le patrimoine industriel du département de l'Hérault (34) et le patrimoine industriel du Pays de Montbéliard (25).

En Aquitaine, la sortie, en 2014, d'un *Cahiers du patrimoine* consacré au Bassin industriel gazier de Lacq et à la création de la ville nouvelle de Mourenx (64) rend compte à la fois de l'étude menée sur le terrain et des actes du colloque

international organisé, en novembre 2012, en partenariat avec la Communauté de Communes de Lacq, la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine et l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la rédaction, en 2014, d'un *Cahiers du Patrimoine* consacré aux usines à parfum de la ville de Grasse (06) restitue le travail réalisé sur l'industrie grasse, en partenariat avec la municipalité.

En outre, les opérations d'inventaire du patrimoine industriel donnent lieu, à des degrés divers, à différentes actions de valorisation (publications régionales, expositions et produits multimédias notamment) qui viennent s'ajouter aux présentations à destination du public réalisées sur les sites internet propres à chaque région.

Perspectives/Projets/Programmations 2015

Pour l'année 2015, la lecture des rapports annuels a permis d'identifier les projets suivants :

→ Programmation, en Aquitaine, de l'inventaire thématique lié au secteur aéronautique.

→ Programmation, en Haute-Normandie, de l'inventaire des friches de la vallée de l'Andelle (27).

→ Projet de synthèse régionale sur le thème Industrie et Reconstruction en Picardie autour du sucre, des transports et de la chimie.

→ Programmation, en Poitou-Charentes, d'enquêtes sur les savoir-faire liés à la production d'eau de vie de cognac et au travail dans les minoteries.

→ Programmation, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, du recensement du patrimoine industriel du bassin d'Aubagne (13)

RÉGION	ENQUÊTE / REPÉRAGE	OPÉRATION D'URGENCE / ENQUÊTE THÉMATIQUE SPÉCIFIQUE
Alsace	Étude du patrimoine industriel des vallées vosgiennes haut-rhinoises. En cours : vallée de Guebwiller	Mission d'urgence sur l'ancienne papeterie de Turckheim (68)
Aquitaine		Inventaire du site industriel gazier de Lacq et de la commune de Mourenx (64) et des sites liés à l'aéronautique et l'aérospatiale de défense
Auvergne		
Bourgogne		
Bretagne		Soutien financier et accompagnement scientifique et méthodologique d'inventaires participatifs sur les papeteries et moulins à papier de Bretagne (15e-20e) et sur les sites et techniques de l'exploitation ardoisière en centre Bretagne
Centre		
Champagne-Ardenne	Repérage patrimoine industriel terminé sur l'ensemble de la région	
Corse		
Franche-Comté	Repérage patrimoine industriel sur le département du Doubs incluant le Pays Horloger	
Île-de-France	Patrimoine industriel de la vallée de la Seine (77) : préparation d'une publication	Diagnostics patrimoniaux sur les départements de L'Essonne et du Val d'Oise en partenariat avec le CG 91 et le CAUE 95
Languedoc-Roussillon	Repérage patrimoine industriel du département de l'Hérault (finalisation des dossiers)	Le patrimoine industriel et les entreprises emblématiques (textile, cuir) de la commune de Bédarieux (34), en partenariat avec les bénévoles de l'association Résurgences
Limousin		-Les barrages et usines hydroélectriques du Limousin -Patrimoine industriel et savoir-faire liés au travail du cuir à Saint-Junien (87)
Lorraine	Patrimoine industriel du département de Meurthe-et-Moselle (54) : étude de l'arrondissement de Nancy	

RÉGION	ENQUÊTE / REPÉRAGE	OPÉRATION D'URGENCE / ENQUÊTE THÉMATIQUE SPÉCIFIQUE
Midi-Pyrénées	Repérage patrimoine industriel (validation des dossiers des départements du Tarn et de l'Ariège)	Étude sur la distillerie et la tonnellerie en partenariat avec le CG 81
Nord-Pas-de-Calais		Inventaire des jardins insolites dans le bassin minier et dans 3 communes hors bassin minier (achèvement et préparation d'une publication)
Basse-Normandie	Repérage patrimoine industriel de l'arrondissement de Caen (finalisation des dossiers et préparation d'une exposition)	
Haute-Normandie		Étude sur la réhabilitation des friches industrielles (diagnostic patrimonial)
Pays de la Loire	Recensement régional des carrières (achèvement)	Étude du site de production de la fonderie d'Antoigné et village à Sainte-Jamme-sur-Sarthe (72)
Picardie		- Inventaire du Vimeu industriel sur 7 communes de la Somme - Préparation du CCST de la thématique régionale Industrie et Reconstruction en Picardie (pays Chaunois)
Poitou-Charentes	<i>Repérage patrimoine industriel terminé sur l'ensemble de la région</i>	<i>Inventaire des mémoires ouvrières:</i> - collecte de témoignages oraux autour des chantiers maritimes de la Rochelle (17) - enquête sur les ouvriers de la reconstruction de la frégate l' <i>Hermione</i> à Rochefort (17)
Provence-Alpes-Côte d'Azur	Recensement du patrimoine industriel du département des Hautes-Alpes (achèvement)	Inventaire des usines à parfum de Grasse (06) : achèvement et préparation d'une publication
Rhône-Alpes	Inventaire du patrimoine industriel de la ville de Lyon	- Missions d'urgence sur 6 centrales de la vallée de la Romanche (38) - Accompagnement scientifique et méthodologique de l'inventaire du patrimoine industriel hydraulique des Pays de Savoie (73 et 74)

B. 3 → FOCUS PATRIMOINES DE L'EAU

Virginie Serna

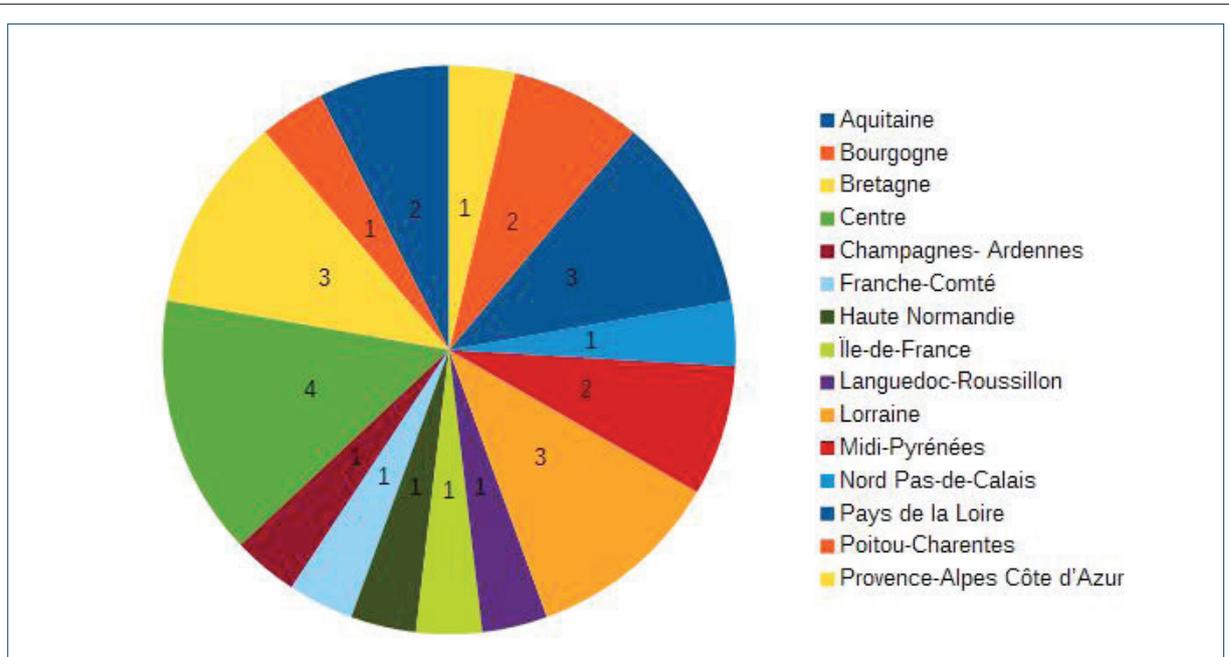
Les territoires de l'Eau sont aujourd'hui des paysages fortement mobilisateurs. L'actualité du changement climatique, la force de l'aménagement du territoire pour un tourisme vert ou bleu, l'engagement des collectivités vers un développement durable soutenu par ces espaces témoignent de la qualité patrimoniale de ces espaces historiques.

Il est acquis maintenant que les territoires de l'eau regroupent des espaces où l'eau – stagnante, courante, douce ou saumâtre- apparaît comme l'élément structurant du paysage.

On y regroupe les zones humides, les lacs, les rivières (à toutes leurs échelles), les fleuves dans toutes leurs composantes (urbaines ou rurales, bras morts, chenaux secondaires, chemin de halage...), les espaces drainés, irrigués, inondés, inondables, mouillés -au sens commun du mot-, humides, comme le fait le terme de wetlands de la Convention de Ramsar. La définition des territoires de l'eau rassemble des espaces fortement anthropisés, urbains (les ports, les lavoirs ...), ruraux (irrigation et drainage ..) ou en réseau (les canaux), porteurs de sites construits en fonction de la présence (naturelle ou

artificielle, permanente ou temporaire) d'une eau maîtrisée, nourricière, énergétique ou menaçante. Le patrimoine industriel même lié spécifiquement à l'eau n'a pas été pris en compte dans ce bilan (voir bilan patrimoine industriel).

La lecture des rapports annuels des services en charge de l'inventaire en région montre une prise en compte riche et protéiforme de la thématique de l'eau. Sur les 22 rapports consultés, chacune des régions évoque par une entrée ou une autre ce territoire de recherche. La chronologie étirée (de la période médiévale à la période contemporaine), les modalités de l'enquête comme les formes de vocabulaire associées témoignent de la diversité des approches et de la nécessité d'un croisement des regards pour une recherche cohérente par bassin fluvial ou par vallée. Le nombre d'enquêtes liées au territoire de l'eau se monte au nombre de 32.



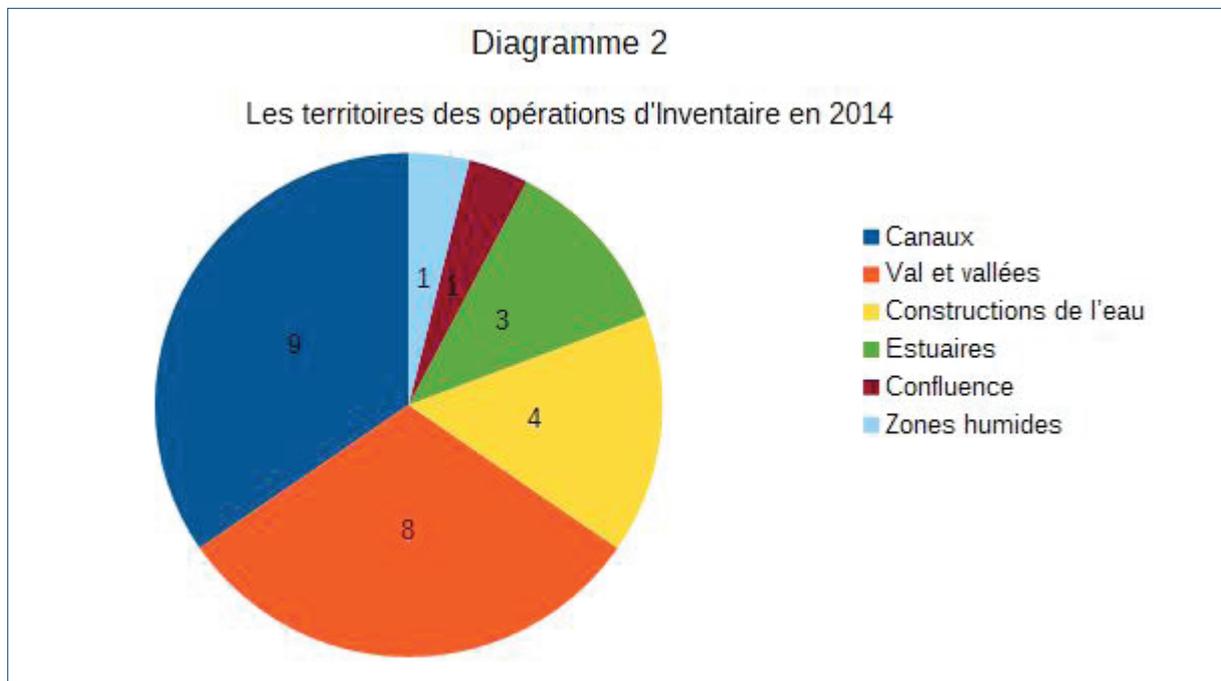
Régions portant une ou des opérations sur les patrimoines de l'eau

12

Le bilan qui suit, tente de présenter en grandes lignes les orientations nouvelles, les enquêtes renouvelées ou interrompues, sur cette thématique pendant l'année civile 2014.

Les territoires des enquêtes topographiques

SYNTHÈSE



Les canaux

Le canal, figure construite, minérale, bien identifiée continue de retenir l'attention des services au travers des programmes suivants : (région Bourgogne) : Les canaux de Bourgogne - canal du Nivernais, canal du Centre, canal de Bourgogne et la Seille canalisée; Le canal du Midi (Languedoc-Roussillon)

et canal latéral de Garonne (Midi - Pyrénées); le canal de Nantes à Brest (Bretagne); Inventaire thématique du canal latéral de la Garonne (Aquitaine). Ces enquêtes s'inscrivent sur la longue durée et mériteraient maintenant d'être rassemblées dans une synthèse nationale. Une journée d'études à la MIGPC en 2015 a pour objectif d'inscrire cette synthèse dans un projet de publication avec l'ensemble des acteurs.

Les canaux de Bourgogne : C'est dans le cadre de l'expérimentation du transfert de gestion d'une partie des canaux de Bourgogne à la Région pour trois ans que s'inscrit cet inventaire. Quatre voies d'eau définissent le périmètre de l'étude : le canal de Bourgogne, le canal du Nivernais, le canal du Centre et la Seille canalisée. Les objectifs de cette étude après avoir résidé dans l'appréhension des éléments constitutifs du canal (linéaire) et de son patrimoine de proximité, en co-visibilité, - ont consisté en 2014 à la préparation de la publication d'un itinéraire numérique, d'un ouvrage imprimé et la préparation d'un colloque en 2015.



Seille canalisée et bateau de travail (Bourgogne)
© V. Serna/MIGPC 2014



Ecluse sur la Seille canalisée © V. Serna/MIGPC 2014

Le canal du Midi - étude thématique et topographique - (Languedoc-Roussillon) : Un article est paru sur le sujet en 2014. L'opération « Repérage et étude du patrimoine lié au Canal du Midi » (Midi-Pyrénées) se poursuit avec les départements du Tarn-et- Garonne. L'opération Canal latéral de Garonne- (Midi-Pyrénées) a été suspendue en 2014. L'opération « Inventaire thématique du canal latéral à la Garonne » en Aquitaine se poursuit. L'opération sur le canal de Nantes à Brest (Bretagne) avec pour partenaire Voies navigables de France - Bretagne s'est poursuivie en 2014.

L'opération sur les ports de la Loire en région Centre (Centre Val de Loire) est en cours d'achèvement. Elle porte sur un fleuve déclassé mais anciennement navigué qui porte aujourd'hui une navigation « aux risques et périls des usagers ». L'année 2014 a été consacré à la préparation de la publication de l'ouvrage « La navigation en Loire » de Valérie Mauret-Cribellier (relecture MIGPC).



Echelle limnimétrique permettant la lecture de la hauteur de la ligne d'eau, Châteauneuf-sur-Loire (45) © V. Serna/MIGPC 2014

En Franche-Comté, une nouvelle opération -« les itinéraires des vallées du Doubs et de la Saône (Franche-Comté) » a commencé en 2014 (CCST rédigé). La région a inscrit dans son schéma régional de développement du tourisme 2011-2015 le soutien aux itinéraires fluviaux, cyclistes et pédestres. L'aire d'étude comporte deux vallées : La vallée du Doubs et le val de Saône. Les objectifs de l'opération ont été fixés en concertation avec le Comité régional du Tourisme ainsi qu'avec les Comités départementaux du Tourisme. Voies Navigables de France (VNF) en sera un partenaire. L'étude des itinéraires permet de réactiver une opération en « sommeil » : l'enquête thématique sur le canal du Rhône au Rhin qui porte sur trois régions : Bourgogne, Franche-Comté et Alsace.

En Lorraine, l'opération « Canton de Réchicourt-le-Château/ communauté de communes du pays des étangs » intègre une réflexion sur le territoire et son évolution et prend en compte le patrimoine naturel et culturel (patrimoine fluvial, canal de la Marne au Rhin, écluse, patrimoine forestier, étang d'origine médiévale devenu réservoir du canal de la Marne au Rhin, arbre remarquable, paysage, jardin, verger, patrimoine ferroviaire avec la ligne Strasbourg-Nouvel Avricourt...). Il se fait en partenariat avec le Parc Naturel Régional de Lorraine et l'appui de la Communauté de communes du Pays des Étangs.

Val et Vallée

Si en 2012, plusieurs enquêtes avaient pour titre les termes de ria, méandres, boucles,... , en 2014, c'est le terme de « vallée » ou de « val » qui est le plus inscrit dans les enquêtes (8 occurrences sur 32). On distingue les opérations suivantes : - Vallée du Scorff (Bretagne) ; Le Val de Saône (Franche-Comté), la vallée du Doubs (Franche-Comté), Vallée du Loir/Le Lude, Vallée du Loir/ La Chartre-sur-le-Loir (Pays de la Loire), Vals de Gartempe et Creuse (Poitou-Charente), Vallée de la Vèzère (Aquitaine), Vallée de la Brenne (Centre Val de Loire). Le terme, bien que précisant normalement une vallée fluviale, est parfois trompeur et ne s'appuie pas une étude de la rivière ou du fleuve, ce qui est à regretter.

Estuaires

→ L'estuaire de la Gironde (Aquitaine et Poitou-Charente)
Depuis 2010, deux services de l'Inventaire général du patrimoine culturel en région mènent l'étude des communes riveraines de l'estuaire situées sur leur territoire, en mettant

l'accent sur l'histoire des relations entre leurs habitants et leur environnement. Cette opération se déroule en collaboration scientifique avec la Région Aquitaine qui, avec le Département de la Gironde, conduit la même enquête sur ses rives. L'inventaire topographique de l'estuaire de la Gironde en Poitou-Charente s'est poursuivi en 2014, avec ses corollaires précieux comme l'étude spécifique de la ville de Saint Georges de Didonne et le front de mer de Royan, au travers d'une analyse ciblée sur les relations des villes avec l'estuaire. Le Département de la Gironde et la Région Aquitaine considèrent le patrimoine estuarien comme un élément essentiel de leur identité et attachent un intérêt majeur à sa valorisation. Sa prise en compte dans les politiques territoriales, aussi bien sur le volet naturel et culturel que touristique et économique, s'avère une nécessité. La grande qualité des paysages et l'intérêt porté aux questions environnementales sont notamment une forte incitation à prendre en compte les structures paysagères dans le cadre de l'enquête historique et topographique.

→ En Bretagne, l'opération intitulée « L'estuaire de la Rance : l'eau et les activités humaines » dans le PNR Rance Côte d'Émeraude se poursuit en s'attachant à prioriser, en même temps que l'avancée topographique, des approches thématiques destinées à nourrir la charte de PNR qui devrait être signée en 2016.

→ En Pays de la Loire, l'estuaire de la Loire est abordé au travers de l'étude du patrimoine architectural de la commune de Paimboeuf indissociable de l'activité fluviale et maritime nantaise. Une publication « Images du patrimoine » est en préparation.

Confluence

Une seule opération prend en compte la notion de Confluence : Confluence en Maine/Loire (Pays de la Loire).

Les zones humides

Une seule opération s'inscrit dans les zones humides (Étangs et zones humides de la Brenne – Centre Val de Loire). On suivra avec intérêt l'ensemble de cette enquête qui rassemble des constructions de l'Eau bien particulières (bondes des étangs, ...).

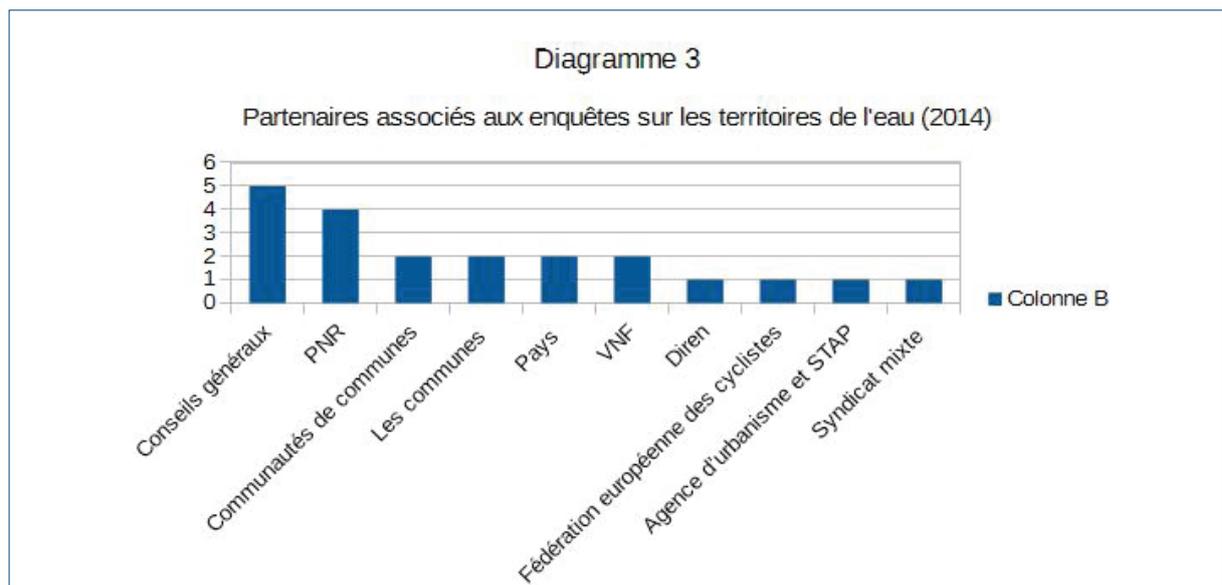
Les Constructions de l'eau

Quatre opérations ont pris cette entrée thématique : en Lorraine, l'inventaire thématique sur « les édifices liés à l'eau », « les Aménagements portuaires de la Loire » en région Centre, « Les lavoirs sur la Seine » en Champagne-Ardenne, les « Ouvrages du génie civil et aménagements d'infrastructure » en PACA.



Cale sur la Loire à Combleux (45) © V. Serna/MIGPC 2016

Les partenaires des opérations d'Inventaires liées à l'eau



Les partenaires associés aux opérations

La thématique de l'eau rassemble des partenariats variés, les conseils généraux (Dordogne, Maine-et-Loire, Sarthe), les Parcs naturels régionaux: le PNR Rance côte d'Émeraude (nouvelle thématique abordée: L'eau et les activités humaines – Bretagne) ; PNR Brenne (Centre Val de Loire), le PNR Ballons des Vosges (Lorraine) et le PNR Scarpe-Escault (Nord Pas-de-Calais) ; la Fédération Européenne des Cyclistes (ECF) (Franche-Comté), la Diren Centre (Centre Val-de-Loire), Voies navigables de France et Voies navigables de France Délégation Bretagne, deux communautés de communes: Grand Troyes en Champagne-Ardennes Communauté de communes « Pays des Étangs » (Lorraine), des pays, des communes (La Riche, Mantes-la Jolie) et une Agence d'urbanisme (A. U agglomération de Tours, STAP Indre-et-Loire pour une opération en Centre Val de Loire).

Les enquêtes inter-régionales restent marginales. Trois enquêtes portent sur plusieurs régions: « l'estuaire de la Gironde » (région Aquitaine et région Poitou-Charente), « le génie civil et les aménagements d'infrastructures liés au fleuve Rhône existants ou disparus » (PACA), « L'inventaire des points de franchissement du Fleuve Rhône (Rhône-Alpes) » et le « canal latéral à la Garonne (Aquitaine et Midi Pyrénées).

Conclusion

Au total donc 32 enquêtes sur 22 régions, dont les rapports ont pu être appréciés, approchent le territoire de l'eau. Ces derniers sont présents dans les enquêtes, en cours ou réalisés par les services en charge de l'Inventaire, sous des formes diverses. Si la cohérence de bassins ne semblait pas de mise jusqu'alors, l'arrivée des termes de *Val* et de *Vallée* dans l'intitulé des enquêtes est de bon augure, même si certaines opérations n'en respectent pas la définition. Pourtant dans ce cadre et sous cet intitulé, c'est bien le territoire, porteur d'eau, traversé par l'eau, aménagé en fonction de la présence de l'eau qui doit être observé, décrit, analysé.

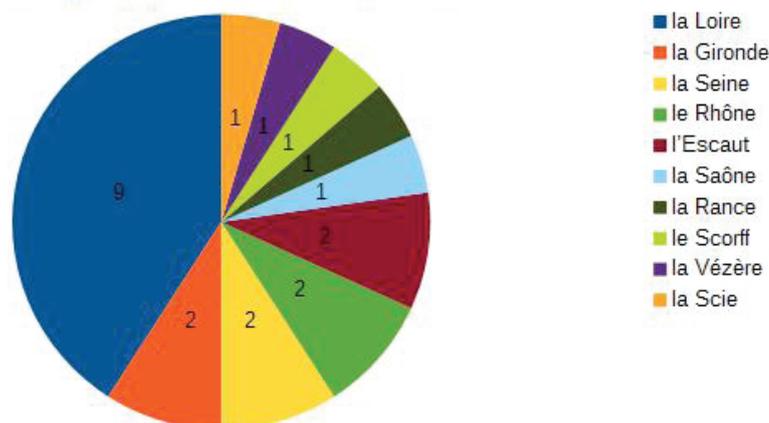
Les thématiques liées aux directives européennes (CDCE et Directive Inondation) ainsi que les orientations Trame verte et bleue, toutes trois porteuses d'aménagement du territoire ne semblent pas être la porte d'entrée des enquêtes sauf en partie pour l'Opération d'inventaire du Pays dieppois-Terroir de Caux autour de la Scie (Haute-Normandie). Cette thématique, travaillée au sein de la mission de l'Inventaire général du patrimoine culturel, devrait connaître son prolongement scientifique en région.

La part importante des travaux déjà réalisés sur les canaux (Les canaux de Bourgogne, Canal du Midi, canal de la Marne au Rhin, Canal latéral de Garonne, canal de Nantes à Brest, canal du Rhône au Rhin), fleuves navigués (Loire) et en cours sur les rivières aménagées (Doubs,...) incite à la mise en œuvre d'un collectif de recherche sur cette thématique avec pour objectif une publication nationale. La journée d'étude prévue en 2015 organisée par la MIGPC répond à cette attente.

Il reste toujours difficile à la lecture des rapports annuels de se rendre compte de la prise en compte du fleuve dans les études urbaines notamment. Comment sont documentés les fleuves et rivières qui traversent Nancy (La Meurthe), Toul (La Moselle) ou à Saint-Amand-Les-Eaux (confluence Scarpe et Décours) par exemple ? Difficile aussi de lire de façon claire les cours d'eau qui ont été pris dans les Inventaires, leur simple mention ne venant pas naturellement dans le déroulé scientifique de la présentation de l'enquête. Il faut alors avoir recours à la carte hydrographique pour reconnaître ses territoires. L'exercice a été fait pour cette synthèse. Hors canaux, les territoires hydrauliques vus en 2014 sont les suivants: la Rance, la Seine, la Saône, le Doubs, la Glane et la Vienne, le Rhône, le Maine, la Loire, le Loir, Le Cher, la Brenne, la Gironde, la Scie, la Dordogne, la Vézère, la Gartempe et la Creuse, La Scarpe et l'Escault, la Moselle, la Meurthe, la Mortagne, le Madon, la Meuse, La Rance et affluents, l'Arguenon, le Frémur.

Diagramme 5

Bassins hydrographiques recensés dans les opérations en 2014



Bassins hydrographiques recensés dans les opérations en 2014 d'après les informations fournies dans les rapports annuels 2014.

Tableau des opérations recensées dans les rapports annuels 2014 sur le patrimoine de l'eau

RÉGION	TITRE DE L'ENQUÊTE	DÉBUT	FIN PRÉVUE	HYDROGRAPHIE	PARTENAIRE ASSOCIÉ
Alsace					
Aquitaine	Inventaire topographique des communes riveraines de l'estuaire de la Gironde	2009	2017	Gironde	Département 33 Région Poitou-Charentes (Inventaire)
	L'inventaire du patrimoine architectural et paysager de la vallée de la Vézère	2011	2018	La Vézère	Département de la Dordogne
Auvergne					
Basse-Normandie					
Bourgogne	Itinéraire numérique des canaux de Bourgogne	2013	2015	Canaux de Bourgogne	
	Publication: <i>Canaux de Bourgogne, une histoire, un réseau, des paysages</i>		2015	Canaux de Bourgogne	
Bretagne	Canal de Nantes à Brest	1996 repris en 2009	?	Canal de Nantes à Brest Élargissement du territoire	Voies navigables de France Région Bretagne
	Vallée du Scorff	1999	?	Le Scorff, fleuve côtier	
	Territoire du futur PNR Rance Côte d'Émeraude : Les estuaires : l'Eau et les activités humaines	2009	2017	La Rance et affluents l'Arguenon le Frémur Côte d'Émeraude	PNR préfiguration ?
Centre Val de Loire	Aménagements portuaires de la Loire	2008	2014	Loire	Diren Centre
	Diagnostic patrimonial de la commune de La Riche	2014	2015	Loire et Cher	Ville de la Riche, Agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours, STAP 37
	Inventaire de l'architecture rurale du PNR Brenne	2004	2025	Étangs et zones humide de la Brenne	Parc Naturel Régional de la Brenne
	Vallée de la Brenne	2010	2015	La Brenne	Pays Loire-Touraine
Champagne-Ardenne	Inventaire topographique du Grand Troyes	2012	2018	Les lavoirs sur la Seine	Grand Troyes
Franche-Comté	Le Val de Saône	2014	?	La Saône dans le Val de Saône (la petite Saône)	EuroVélo Féd. Euro. des cyclistes
	La vallée du Doubs	2016	?	Le Doubs et le canal du Rhône au Rhin en partie	Commission régionale du Tourisme VNF
Haute-Normandie	Pays dieppois-Terroir de Caux	2013	2015	La Scie	Syndicat mixte du territoire de Caux
Île-de-France	Ville de Mantes-la-Jolie - la Seine et ses aménagements	2014	2017	La Seine	Ville de Mantes-la-Jolie
Languedoc-Roussillon	Le canal du Midi Parution <i>Franchir le canal du Midi, les ponts sur la Grande Retenue</i> . Lieux Dits		2014	Canal du Midi	

Limousin	-				
Lorraine	Canton de Réchicourt-le-Château/ Communauté de communes du pays des étangs	2011	2015	Canal de la Marne au Rhin, ruisseau de l'Étang de Foucrey, le Ruisseau de Grand Bois	
	Patrimoine rural de la montagne vosgienne	2005	?	Petites industries à énergie hydraulique dans le PNR des ballons des Vosges	PNR des ballons des Vosges
	Édicules liés à l'eau	2011	2017	Réseau hydrographique départ. des Vosges	Département des Vosges
Midi-Pyrénées	Le patrimoine lié au Canal du Midi	2000	2020	Canal du Midi	
	Le patrimoine lié au Canal latéral de Garonne	2000	2020 suspendu pour un an	Canal latéral de Garonne	
Nord Pas-de-Calais	Ville de Saint-Amand-les-Eaux	2011	2015	Scarpe Escault	PNR Scarpe-Escaut
Pays de la Loire	Confluence Maine et Loire	2013	2017	Confluence Maine et Loire	Département Maine-et-Loire
	Vallée du Loir, Le Lude	2004	2015	Le Loir	Département Sarthe et Pays Val de Loire
	Vallée du Loir, La Chartre-sur-le-Loir	2013	2016	Le Loir	Pays Vallée du Loir
	Paimboeuf	2004	2015	Estuaire de la Loire	
Picardie					
Poitou-Charente	L'inventaire du patrimoine culturel des communes riveraines de l'estuaire de la Gironde	2010	2015	Estuaire de la Gironde Vallée de Saint Georges de Didonne, front de mer de Royan	
	L'inventaire du patrimoine culturel des Vals de Gartempe et Creuse		suspendu en 2014	Vals de Gartempe et Creuse (86)	
Provence Alpes Côte d'Azur	Ouvrages du génie civil et aménagements d'infrastructure en liaison avec le fleuve Rhône	2011	2014	Rhône	
Rhône-Alpes					

B.4 → LA DIFFUSION ET LA VALORISATION

Isabelle Duhau

Bilan des versements dans les BDD nationales

Seules 7 régions ont continué à verser des données dans le système de diffusion national du MCC :

l'Auvergne, la Bourgogne, le Centre, la Corse, la Lorraine, la Basse-Normandie et PACA. Ces régions sont autonomes, elles ont conservé Lexic Ovide et un accès à Mistral pour les versements.

	MÉRIMÉE		PALISSY		MÉMOIRE	
	2014	TOTAL	2014	TOTAL	2014	TOTAL
Alsace	0	20786	0	27955	0	50623
Aquitaine	0	12166	0	12850	0	7398
Auvergne	0	4658	0	5550	10576	21219
Bourgogne	74	10957	5	20957	3078	17881
Bretagne	0	35833	0	24930	0	6254
Centre	92	9810	0	7409	4616	81782
Champagne-Ardenne	0	2235	0	10827	0	5437
Corse	41	2908	68	2727	402	24896
Franche-comté	0	6133	0	5539	0	32872
Guadeloupe	0	285	0	29	0	2087
Guyane	0	82	0	42	0	1446
Ile-de-France	0	10274	0	8180	0	28510
Languedoc-Roussillon	0	3619	0	3836	0	4415
Limousin	0	3318	0	4815	0	26945
Lorraine	39	10007	265	17528	5060	15568
Martinique	0	1203	0	371	0	1171
Midi-Pyrénées	0	3114	0	5953	0	9212
Nord-Pas-de-Calais	0	4830	0	4314	0	10494
Basse-Normandie	0	3932	0	4731	2192	10577
Hte-Normandie	0	9823	0	12010	0	4640
Pays-de-La-Loire	0	14079	0	6845	0	18433
Picardie	0	5697	0	4950	1	10698
Poitou-Charentes	0	16324	0	11292	0	47643
PACA	372	9943	116	11631	0	51754
Réunion	0	398	0	0	0	5
Rhône-Alpes	0	5553	0	6795	0	14576
total	618	207 967	454	222 066	25 925	506 536

5 régions ont versé des données dans **Mérimée** en 2014 :

La Bourgogne, le Centre, la Corse, la Lorraine et PACA.

4 régions ont versé des données dans **Palissy** en 2014 :

La Bourgogne, la Corse, la Lorraine et PACA.

6 régions ont versé des données dans **Mémoire** en 2014 :

L'Auvergne, la Bourgogne, le Centre, la Corse, la Lorraine et la Basse-Normandie.

Statistiques de consultation des BDD nationales

Mérimée est de loin la base de données la plus consultée, devant Joconde, la base des musées et Leonore, celle des Archives nationales (donnant accès aux dossiers nominatifs des personnes nommées ou promues dans l'Ordre de la Légion d'honneur). Les trois grandes bases du service du patrimoine, Mérimée, Palissy et Mémoire affichent plus de 10 millions de pages vues.

Il faut également noter que les consultations via des portails

d'accès distincts du principal portail « architecture et patrimoine » (<http://www.culture.gouv.fr/culture/inventai/patrimoine/>) ne sont pas négligeables : plus de 1,7 millions de pages vues. Cela s'explique par les accès en mode expert qu'ils offrent, à l'attention des chercheurs, des professionnels du patrimoine et des utilisateurs expérimentés : le portail de la Médiathèque propose un accès ciblé aux données sur les monuments historiques, tandis que le portail de l'Inventaire général propose une exploitation très fine de l'ensemble des contenus, exploitation impossible depuis les masques d'interrogation du portail « architecture et patrimoine ».

BASE DE DONNÉES	PAGES VUES	TOTAL
Mérimée	5 124 593	
Mérimée via le site de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine http://www.mediathèque-patrimoine.culture.gouv.fr/	585 203	
Mérimée via le site de l'Inventaire général http://www.inventaire.culture.gouv.fr/	383 631	
Total Mérimée		6 093 427
Palissy	1 951 643	
Palissy via le site de l'Inventaire général	327 117	
Total Palissy		2 278 760
Mémoire	1 305 151	
Mémoire via le site de la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine	436 157	
Total Mémoire		1 741 308
Mediathek		240 645
Total des bases du service du Patrimoine		10 354 140
Joconde	4 995 586	
Leonore	3 403 136	
Archim	489 303	

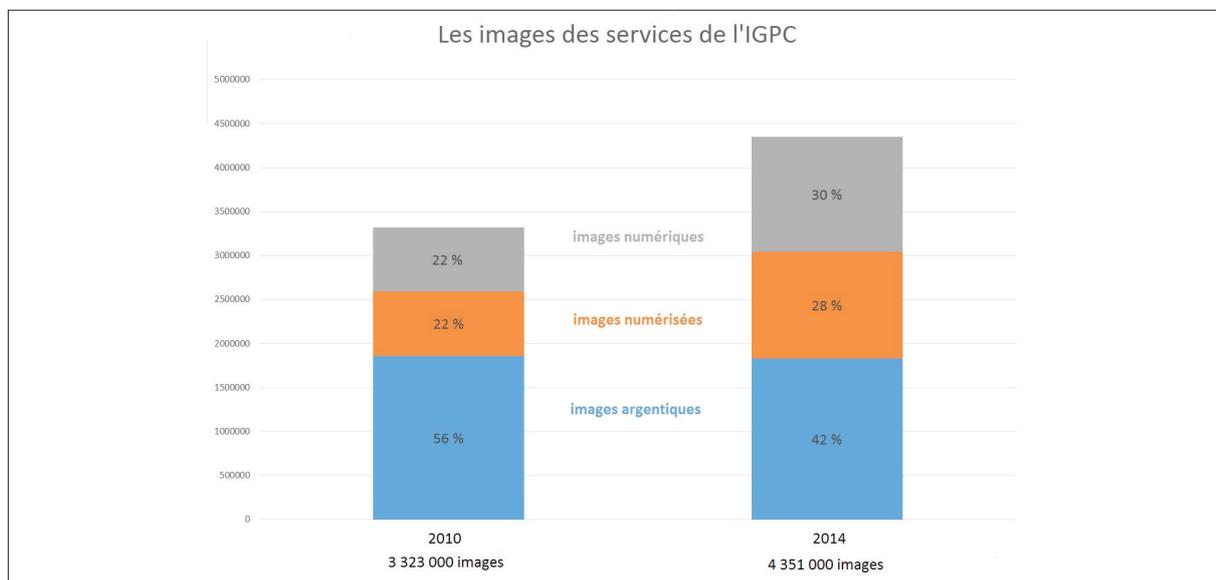
Les images

Jean Davoigneau

Cette synthèse se fonde sur 21 des 22 rapports reçus, le manque de données cumulées n'ayant pas permis de traiter celui du Limousin. Elle est mise en perspective avec celle menée en 2010 sauf pour la région Lorraine pour laquelle nous ne disposons pas des données nécessaires.

L'enrichissement des fonds

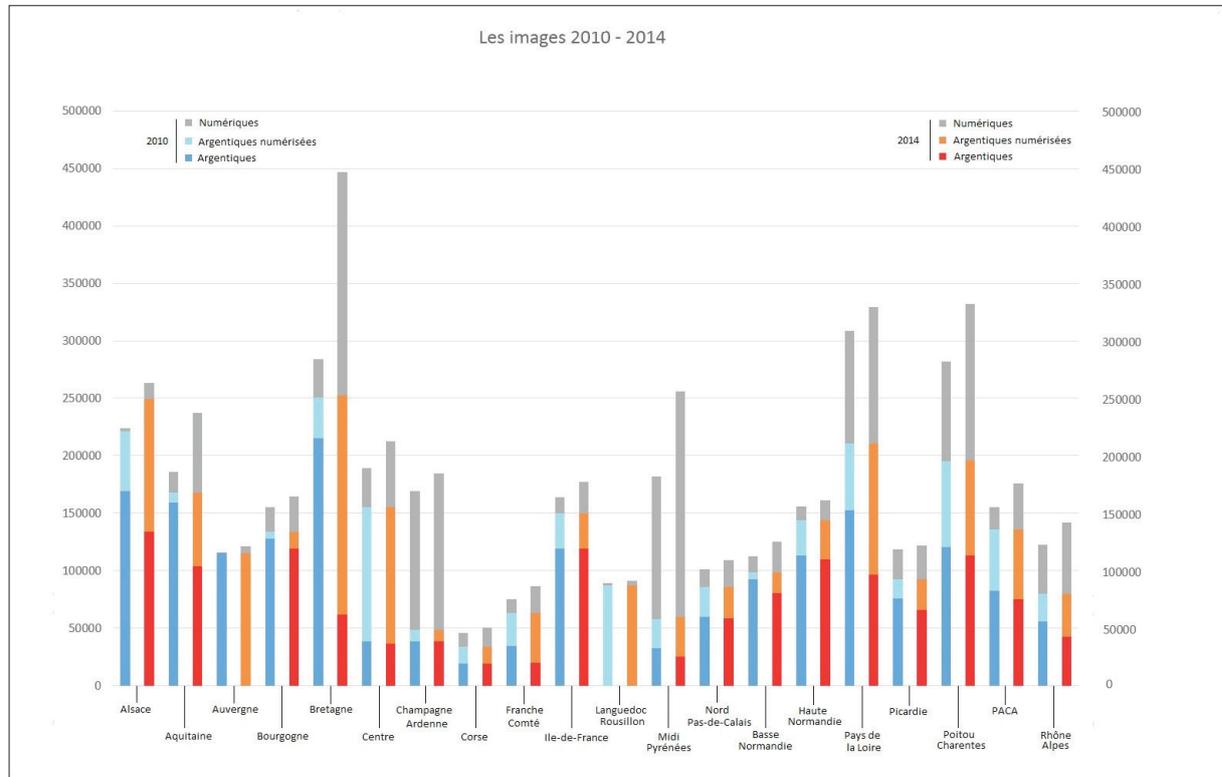
Le nombre total de photographies conservées et immatriculées par les services régionaux de 21 régions est de plus de 4 900 000. Entre 2010 et 2014 le fonds documentaire d'images s'est enrichi de plus d'un tiers, passant de 3 323 000 à 4 355 000 (les chiffres de Lorraine ne sont pas pris en compte)



Les images dématérialisées.

58 % de ces 4 355 000 images sont maintenant dématérialisées (prises de vues argentiques numérisées ou prises de vues numériques), ce pourcentage n'était que de 44 % en 2010. Ces chiffres s'expliquent aisément : le nombre de prises de vues numériques a quasiment doublé passant de 700 000 à 1 300 000 images, dans le même temps le nombre de prises

de vues argentiques numérisées a été multiplié par 1,8 (de 700 000 à 1 250 000). Cette augmentation est d'autant plus remarquable que pendant la même période la source de financement de la numérisation que représentait, à hauteur de 50 % des projets, le plan de numérisation du Ministère de la Culture s'est tarié. Les SRI ont cependant continué à numériser leur fonds malgré l'arrêt de ce financement.



Si 40 % des images argentiques sont numérisées en 2014, seulement 28 % d'entre elles l'étaient en 2010. Cette numérisation n'est pas menée partout de selon la même politique. Si le Languedoc-Roussillon avait déjà numérisé 100 % de ces fonds en 2010, l'Auvergne a accompli ce travail en moins de 4 ans. La Bretagne est passée de 14 % à 76 % dans le même temps ; De la même manière l'Alsace est passé d'un quart à plus de la moitié. Ailleurs, le pourcentage de clichés argentiques numérisés reste faible : 20 % en Ile-de-France et 11 % en Bourgogne.

La baisse des versements dans la base Mémoire

Plus préoccupante est, dans le même temps, la chute de la part d'images numériques présentes dans la base nationale Mémoire : En 2010, 26 % des 1 411 000 images numériques des SRI, étaient chargées dans la base Mémoire ; la part n'est plus que de 19 % en 2014 (475 000 pour 2 520 000).

Entre 2010 et 2014, seuls les services de Bourgogne, Champagne-Ardenne, Lorraine, Basse-Normandie et Auvergne ont continué de charger des images dans la base Mémoire de manière significative. Le constat sera malheureusement identique en 2015.

La montée en puissance de la diffusion régionale des images

Depuis cette année, les rapports mentionnent les mises en ligne dans les différents portails documentaires régionaux, en

plus des chiffres de la diffusion via les bases de données nationales. 8 régions¹ ont apporté des informations à ce sujet :

Sur son portail régional, le SRI de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ne diffuse pas ses dossiers mais seulement ses images numériques via un outil web spécifique : près de 104 000 images sont diffusées via Patrimage, pour seulement 52 000 via Mémoire.

Les sept autres services diffusent à la fois des dossiers d'œuvres et leurs illustrations via Gertrude-diffusion ou Renabl-MP avec des bilans très contrastés, essentiellement liés à l'ancienneté du processus : la Bretagne qui diffusait déjà depuis longtemps des dossiers Renabl et leurs illustrations via le site Glad a mis en ligne fin 2014 plus de 323 000 images, alors que l'Alsace ou le Languedoc-Roussillon, nouveaux venus, diffusent respectivement, fin 2014, 3079 et 1902 images. Le SRI Poitou-Charentes quant à lui, diffuse à peu près autant d'images via son portail que via Mémoire², alors que les 4 autres services diffusent beaucoup plus d'images via leur portail local que via la base de données nationale Mémoire : 1,6 fois plus d'images disponibles sur le portail de la région Picardie, 2,67 fois plus sur celui de Pays de la Loire, 25 fois plus sur celui de Midi-Pyrénées et 51 fois plus pour la Bretagne.

Cette tendance de la diffusion régionale au détriment du système national est sans doute en grande partie la conséquence de la difficulté pour les équipes à maintenir opérationnelle la chaîne d'alimentation des bases de données nationales et du

retard pris par l'État pour remplacer son outil de diffusion des données depuis longtemps obsolète.

Fin 2014, 19 % des images numériques (des 20 régions analysées) sont accessibles via Mémoire, et pour les 8 régions³ ayant renseigné la diffusion régionale des données, 18 % des images numériques sont accessibles via un portail régional. Ces chiffres semblent comparables, mais reflètent des réalités différentes : la part de diffusion sur les portails régionaux est en pleine expansion et dans une dynamique durable, alors que la baisse des versements dans la base Mémoire

s'amplifie et la tendance ne pourra être inversée que si l'offre complémentaire proposée par le système de diffusion nationale est rapidement opérationnel et plus encore s'il propose une plus-value à la diffusion régionale.

1. Alsace, Bretagne, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.
2. 46 850 images sont diffusées sur le portail régional et 47 640 via Mémoire. Mais s'agit-il des mêmes images ?
3. Bretagne, Midi-Pyrénées, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes et Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Bilan du déploiement de Gertrude dans les SRI

Isabelle Duhau

Deux régions n'ont pas encore installé Gertrude production (Bourgogne et Ile-de-France). En revanche, 5 régions (Alsace, Bretagne, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes) ont déjà installé Gertrude Diffusion sur Internet.

Deux régions (Pays de la Loire et Poitou-Charentes) maintiennent leur ancienne plate-forme de diffusion en attendant ou en complément de Gertrude Diffusion.

Midi-Pyrénées n'a pas prévu d'adopter Gertrude pour produire et diffuser ses données.

	ANNÉE DE DÉPLOIEMENT	PLAN DE REPANT	PLAN OPEN DATA	NBRE DE DOSSIERS ARCHI EN DIFFUSION AU 31.12.2014	NBRE DE DOSSIERS OBJETS EN DIFFUSION AU 31.12.2014	NBRE D'IMAGES EN DIFFUSION AU 31.12.2014
Alsace	2013	Oui	Oui	428	908	3079
Aquitaine	2014	Non	Non	0	0	0
Auvergne	2014	?	Non	0	0	0
Bourgogne	2014	Oui	Non	0	0	0
Bretagne	2014	Oui	Non	75 677	24 485	323 602
Centre	2014	Oui	Non	0	0	0
Champagne-Ardenne	2014	Oui	Non	0	0	0
Corse	2014	Non	Non	0	0	0
Franche-comté	2014	Oui	Non	0	0	0
Guadeloupe						
Guyane						
Ile-de-France	2014	Non	Non	0	0	0
Languedoc-Roussillon	2014	Non	Non	0	0	0
Limousin	2013	Non	Non	0	0	0
Lorraine	2013	Oui	Test	0	0	0
Martinique						
Midi-Pyrénées	2013*	Oui	Non	26 177**	13 147**	231 785**
Nord-Pas-de-Calais	2014	Oui	Non	0	0	0
Basse-Normandie	2014	Non	Non	0	0	0
Haute-Normandie	2014	Oui	Non	0	0	0
Pays de la Loire	2014	Oui	Oui	7 228***	1 887***	49 206***
Picardie	2012	Oui	Non	2978	1529	17426
Poitou-Charentes	2014	Oui	Non	6 588	636	46 846
PACA	2012	Oui	Non	0	0	0
Réunion						
Rhône-Alpes	2012	oui	non	10 161	3 602	Non compt.

*La région a installé Gertrude pour test mais continue à travailler sur Renabl MP et développe une procédure d'interopérabilité entre son outil et Gertrude.

** Nombres de dossiers en ligne via RenablMP sur le portail régional.

*** dossiers en ligne qui correspondent aux notices renabl. Le déploiement de Gertrude diffusion est prévu pour 2016.

Bilan des publications imprimées

Isabelle Duhau

L'année 2014 a vu la publication de 31 titres (26 en 2010, 35 en 2011, 28 en 2012, 27 en 2013) répartis dans les trois collections nationales (*Parcours*, *Images* et *Cahiers*), dans les collections régionales ainsi que les publications dites hors collection. Le MCG a également publié deux ouvrages intéressant la méthodologie. On voit donc que la capacité globale éditoriale de l'Inventaire général reste stable depuis plusieurs années.

Deux collections nationales se portent plutôt bien : 6 *Cahiers du Patrimoine* et 7 *Images du Patrimoine* ont été publiés. En revanche les *Parcours du Patrimoine* sont à la peine : 2 nouveaux titres cette année et deux rééditions (Basse-Normandie). Les trois collections régionales, aux paramètres sensiblement similaires aux *Parcours (Focus Patrimoine* en Languedoc-Roussillon, *Patrimoines* en Midi-Pyrénées, *Patrimoine et Territoire* en Haute-Normandie) ont accueilli en revanche 6 titres.

Le phénomène hors collection et /ou beau livre reste limité : 4 titres (Bretagne, Ile-de-France, Midi-Pyrénées et Haute-Normandie).

Le Centre reste la seule région à proposer une collection jeunesse : Les mystérieux mystères insolubles (2 titres).

Certaines régions ont publié plusieurs titres, tandis que d'autres ne publient pas depuis plusieurs années :

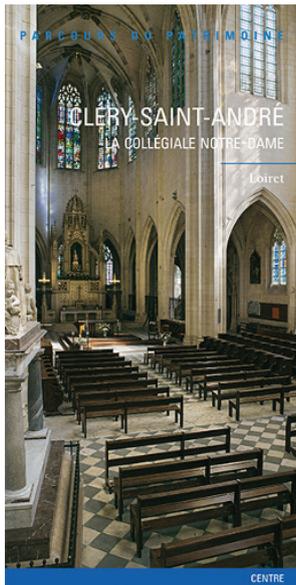
Les Pays de La Loire ont publié cinq ouvrages importants (3 cahiers du Patrimoine et 2 Images du Patrimoine). L'Ile-de-France a publié un *Cahier du Patrimoine*, une *Images du Patrimoine* et un volume hors collection, Midi-Pyrénées quatre volumes dans sa collection régionale *Patrimoines* et un ouvrage hors collection (synthèse sur les châteaux du Moyen Age dans le Lot).

Neuf régions (outremer excepté) (neuf en 2013) n'ont pas publié d'ouvrage imprimé en 2014 (Alsace, Bourgogne, Corse, Limousin, Lorraine, Picardie, Poitou-Charentes, PACA et Rhône-Alpes).

Enfin, le MCG a publié deux ouvrages méthodologiques dans ses collections nationales : la réédition du thésaurus de la désignation des objets mobiliers (coll. Documents & Méthodes) et l'Ornement (principe d'analyse scientifique).

	COLLECTIONS NATIONALES			COLL. RÉG	HORS COLL.	BEAUX LIVRES	TOTAL 2014
	PARCOURS DU PAT	IMAGES DU PAT	CAHIERS DU PAT				
Alsace							0
Aquitaine		I	I				2
Auvergne			I				I
Bourgogne							0
Bretagne						I	I
Centre	I			2			3
Champagne-Ardenne	I						I
Corse							0
Franche-Comté		I					I
Guadeloupe							
Guyane							0
Ile-de-France		I	I		I		3
Languedoc-Roussillon		I		I			2
Limousin							0
Lorraine							0
Martinique							0
Midi-Pyrénées				4	I		5
Nord-Pas-de-Calais		I					I
Basse-Normandie	2						2
Haute-Normandie				I	I		2
Pays de la Loire		2	3				5
Picardie							0
Poitou-Charentes							0
PACA							0
Réunion							0
Rhône-Alpes							0
Total	3	7	6	8	3	I	29

Les Parcours du patrimoine



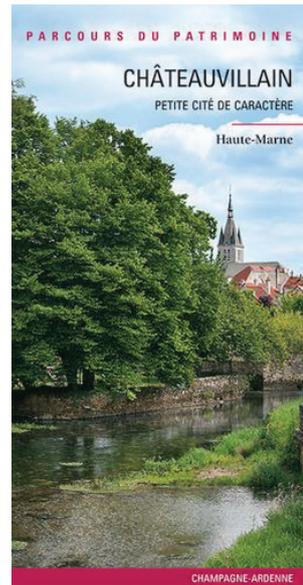
n° 392



n° 05 rééd.

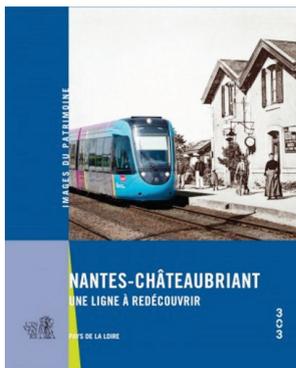


n° 178 rééd.

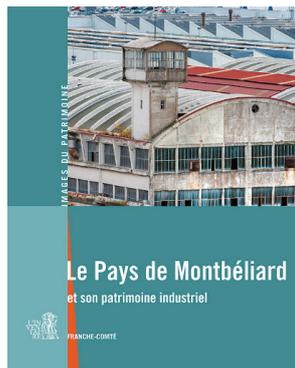


n° 388

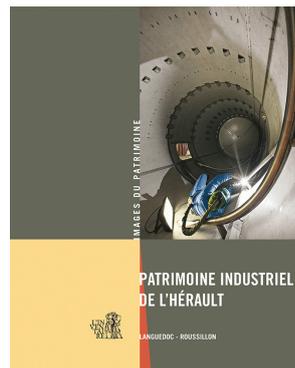
Les Images du patrimoine



n° 284



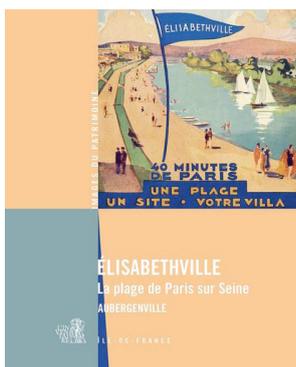
n° 286



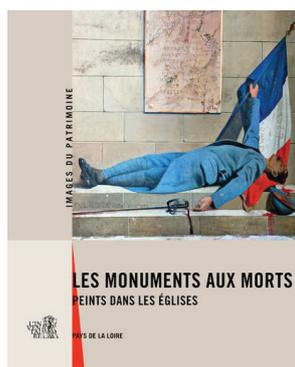
n° 287



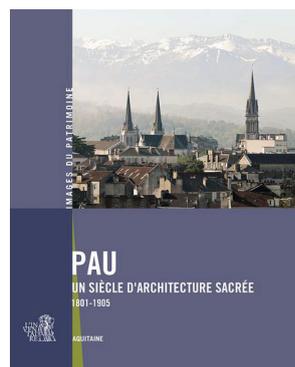
n° 288



n° 289

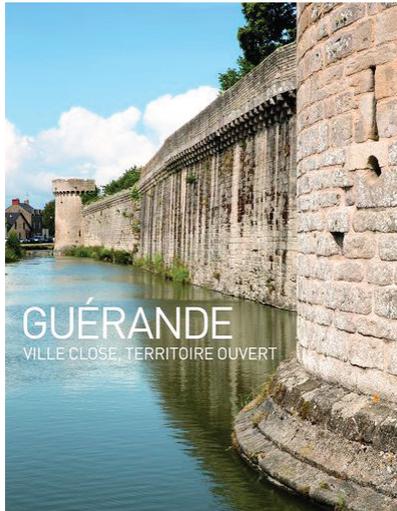


n° 290

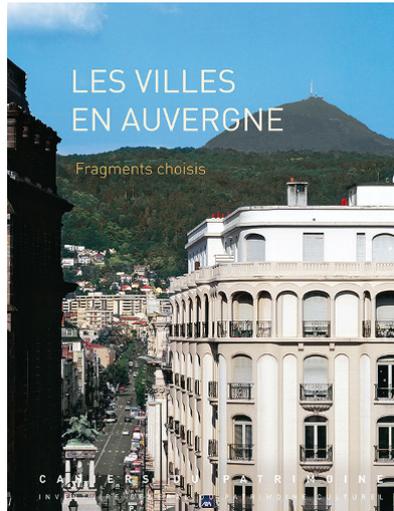


n° 292

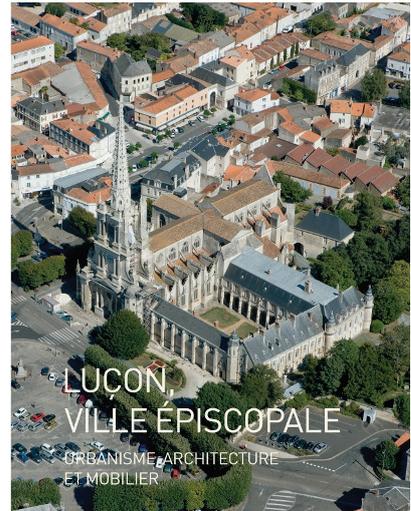
Les Cahiers du patrimoine



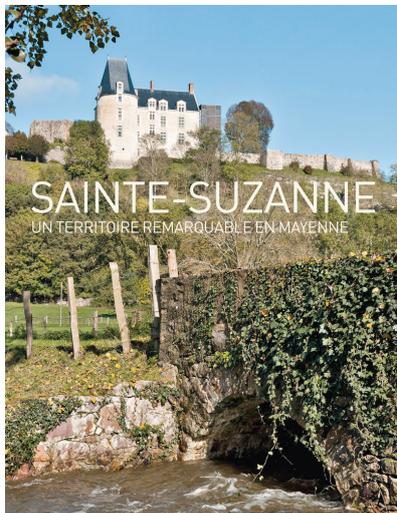
n° 103



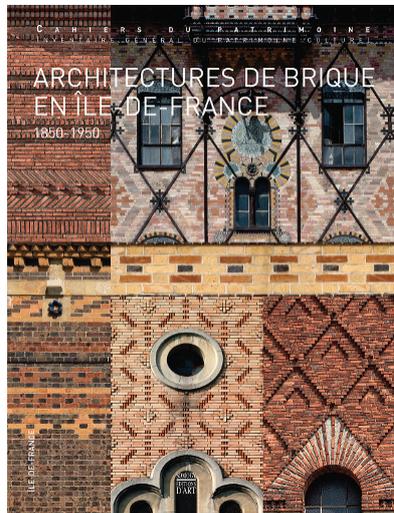
n° 109



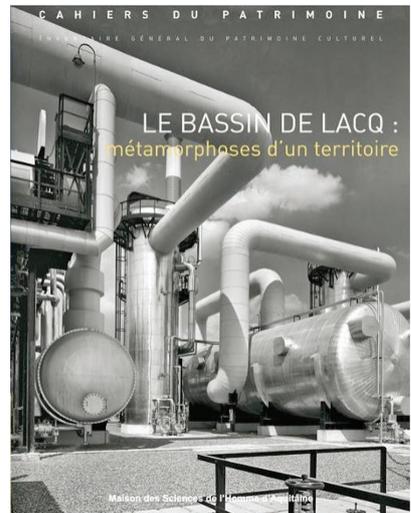
n° 107



n° 106

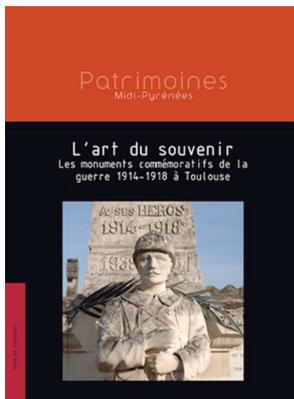


n° 105 bis

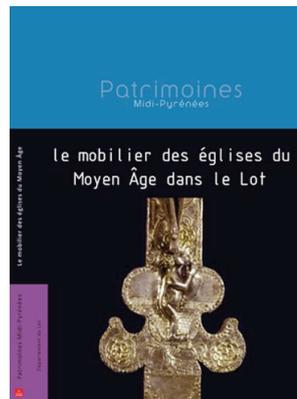


n° 105

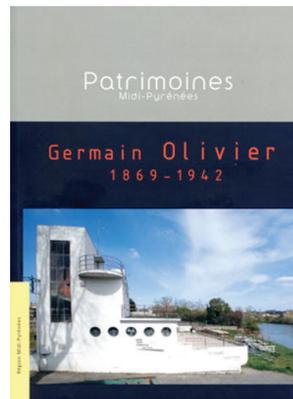
Les collections régionales



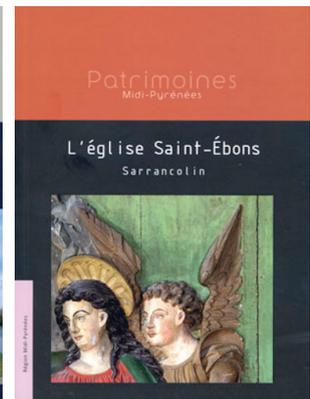
Patrimoines Midi-Pyrénées Archives d'architectes, 1



Patrimoines Midi-Pyrénées (Midi-Pyrénées)



Patrimoines Midi-Pyrénées (Midi-Pyrénées)

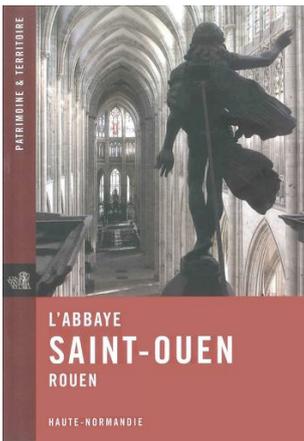


Patrimoines Midi-Pyrénées (Midi-Pyrénées)

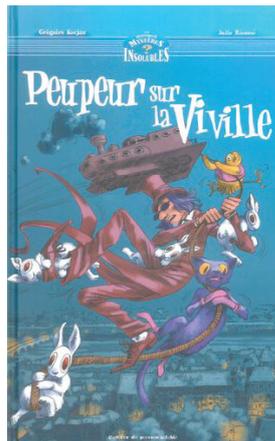
Les collections régionales



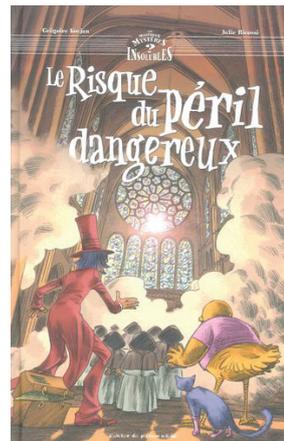
Focus Patrimoine n° 5
(Languedoc-Roussillon)



Patrimoine et territoire
(Hte-Normandie)

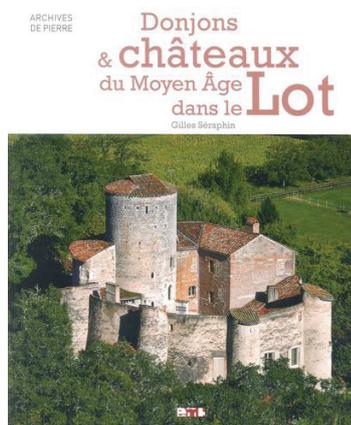


Les mystérieux mystères...
(Centre)

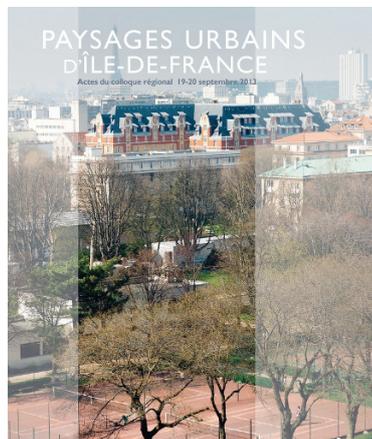


Les mystérieux mystères...
(Centre)

Les publications hors collection



Midi-Pyrénées



Île-de-France



Haute-Normandie

Les Beaux livres

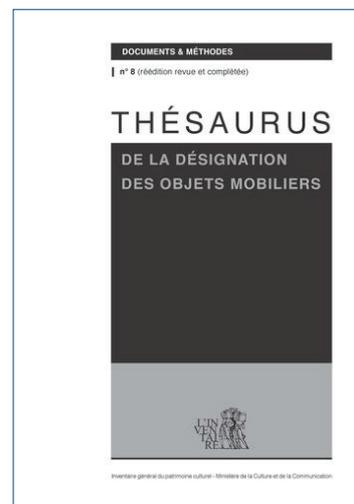


Bretagne

Les publications du MCC



L de Finance / P Liévaux / MIGPC



MIGPC

Les publications numériques

(Isabelle Duhau)

Sites des SRI

En 2014, les services ont poursuivi la mise en ligne sur leur site de « brèves », de « parcours de découverte », de visites virtuelles, etc.

Deux régions (Ile-de-France et Languedoc-Roussillon) ont ouvert un nouveau portail ;

Picardie a créé un nouveau portail regroupant à la fois ses dossiers électroniques Gertrude et ses publications électroniques. L'Alsace et le Limousin ont développé des applications mobiles. L'Aquitaine, le Centre et Poitou-Charentes ont mis en ligne un web documentaire. Poitou-Charentes a également réalisé un espace pédagogique. Les Pays de la Loire ont mis en ligne des enregistrements de témoignages liés aux dossiers d'Inventaire. L'Alsace a également piloté un appel à projet pour évaluer l'usage possible de ses données ouvertes sur sa plateforme OpenData. La Lorraine a conduit un test similaire à moins grande échelle.

Alsace : application mobile sur la Neustadt lancée pour les Journées du Patrimoine

Composée des sites majeurs de la Neustadt, l'application propose des parcours de visite thématiques ou géographiques grâce à la géolocalisation.

Sur un mode plus ludique, l'application offre aussi une interface « enfant » avec jeux et audios.

Alsace : appel à projets pour l'utilisation des données en open-data

Afin d'encourager la réutilisation de ces données et leur croisement avec d'autres éléments. Trois projets lauréats :

→ patrimoine-alsace.com : un site de découverte du patrimoine régional (<http://patrimoine-alsace.com/>)

→ ma ballade du patrimoine : un site de générateur d'itinéraires de découverte patrimoniale et muséale.

→ colorie-moi l'Alsace : un site pédagogique invitant les enfants à colorier des éléments marquants du patrimoine alsacien.

Par delà l'intérêt de ces sites, l'appel à projets a permis de mieux comprendre comment pouvaient être perçues les données d'inventaire une fois libérées.

Ile-de-France : Réouverture de son portail :

<http://patrimoines.iledefrance.fr/>

La région ayant décidé de changer l'ensemble de son site, le SRI a conçu son nouveau portail.

A noter : les données de l'ancien portail n'ont pas été systématiquement reprises.

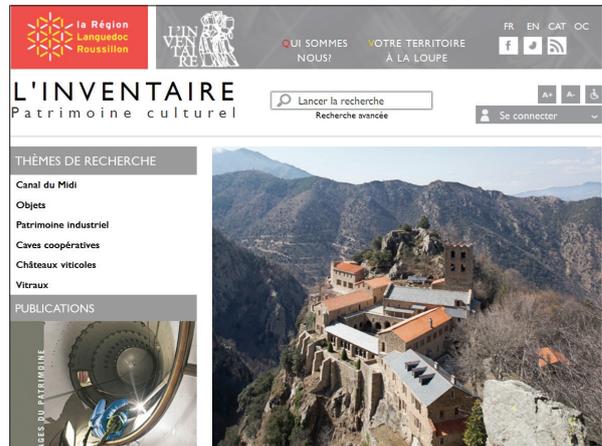


Languedoc-Roussillon : ouverture de son portail

(<https://culture.cr-languedocroussillon.fr>)

Le site est conçu comme une bibliothèque de ressources numérisées. Le site donne accès à l'ensemble des dossiers papiers numérisés de l'Inventaire régional.

A noter : les données ont été ocrisées et indexées au mot à mot. Pas d'interrogation structurée possible comme dans les BDD.



Videoguide Limousin

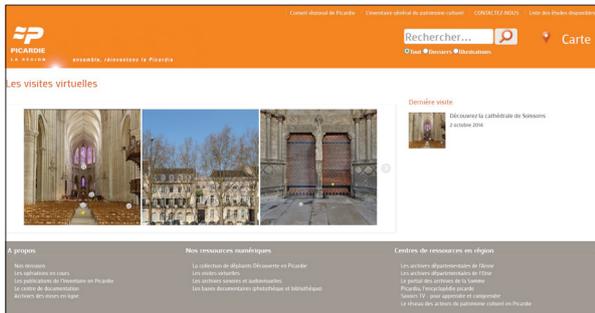
(<http://www.videoguidelimousin.fr/>)

Le SRI est maître d'œuvre du vidéoguide limousin, outil numérique d'accompagnement à la visite du patrimoine. Il s'est enrichi en 2014 d'une application mobile, téléchargeable gratuitement sur les plateformes Google Play et iTunes. Vidéoguide Limousin s'est aussi enrichi en 2014 de deux nouveaux parcours : Limoges (quartier de la Boucherie) et Beaulieu-sur-Dordogne.



Picardie : mise en ligne de son site de diffusion et portail rénové : <https://inventaire.picardie.fr/>

Le nouveau site donne à la fois accès aux dossiers Gertrude et aux diverses ressources numériques produites par le SRI (en 2014 par ex nouvelle visite virtuelle, sur la cathédrale de Soissons)



Poitou-Charentes : webdocumentaire «Trésors romans de Poitou-Charentes» : <http://tresorsromans.poitou-charentes.fr/>.

Il s’articule autour de quatre films mêlant des vues de qualité cinématographique, des séquences aériennes par drone, des portraits vidéos d’artistes, de restaurateurs et d’animateurs du patrimoine.



Poitou-Charentes <http://decouverte.inventaire.poitou-charentes.fr/>.

Dans le cadre des commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale une nouvelle exposition mobile a été réalisée, complétée par un espace pédagogique en ligne, conçu en partenariat avec le Rectorat de l’Académie de Poitiers. L’ensemble a reçu le label national « Centenaire » de la Mission du Centenaire.



Pays de la Loire : chaine YouTube du service du patrimoine <http://www.patrimoine.paysdelaloire.fr/multimedia/temoignages/resultats-de-recherche/Videos/results/>

Des témoignages filmés sont mis en ligne sur YouTube et accessibles depuis le portail du service (onglet multimedia/ témoignages) ou depuis les dossiers d’inventaire électroniques via des liens.



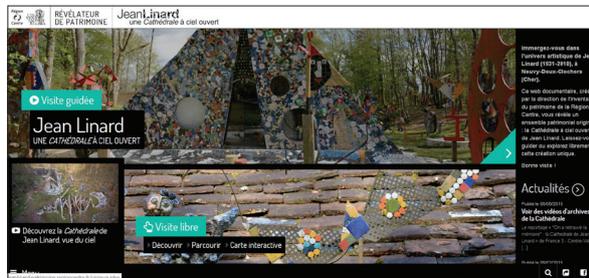
Aquitaine : webdocumentaire « Air & Espace Aquitaine ».

Il comprend trois parties : une carte interactive des principaux sites industriels du secteur ASD, une chronologie du développement industriel et un « catalogue » permettant de découvrir des produits et des instruments phares du secteur. : <http://aero-aquitaine.org/>
En partenariat avec le Cnam Aquitaine et la mission nationale d’inventaire du patrimoine scientifique et technique contemporain (PATSTEC).



Centre : Webdocumentaire « Jean Linard, une cathédrale à ciel ouvert », 1^{er} numéro de la collection numérique « Révélateur de patrimoine » <http://jeanlinard-patrimoine.regioncentre.fr/#>

(1^{er} prix Patrimoine & Innovations 2015 dans la catégorie site internet décerné par le CLIC France)



Publications électroniques pérennes

Seule la région Rhône-Alpes a une politique de publication en OpenEdition, sur un site garantissant la pérennité des données.

Les carnets de l'Inventaire – région Rhône-Alpes

La région Rhône-Alpes a publié 9 articles dans ses Carnets de l'Inventaire. Études sur le patrimoine, (plate-forme d'OpenEdition dédiée aux carnets de recherche en ligne (<http://www.hypotheses.org/>))



28

In Situ revue des patrimoines

Sept articles ont été publiés par des chercheurs de l'Inventaire général dans In Situ la revue des patrimoines, (plate-forme d'OpenEdition dédiée aux revues en ligne (<http://www.revues.org/>))

Par ailleurs, deux chercheurs d'Aquitaine ont piloté l'ensemble d'un numéro thématique de 18 articles en collaboration avec Franck Delorme (CAPA) et Bernard Toulhier (MCC/DGP):

♦ **Claude LAROCHE, Bernard TOULIER, Éric CRON et Franck DELORME**, « Architecture et urbanisme de villégiature: un état de la recherche », In Situ [En ligne], 24 | 2014, mis en ligne le 17 juillet 2014, consulté le 23 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11099>.

♦ **Claire STEIMER**, « À la gloire des Américains », le monument commémoratif du Verdon-sur-Mer », In Situ [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 24 mars 2015, consulté le 23 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11394>; DOI: 10.4000/insitu.11394

♦ **Brigitte FROMAGET**, « Printemps 1915 dans les tranchées: les lettres et le carnet de croquis de Pierre Vergez », In Situ [En ligne], 25 | 2014, mis en ligne le 29 décembre 2014, consulté le 22 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11495>; DOI: 10.4000/insitu.11495

♦ **Roselyne BUSSIÈRE**, « La villégiature en Île-de-France, une évidence », In Situ [En ligne], 24 | 2014, mis en ligne le 24 juillet 2014, consulté le 23 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11290>; DOI: 10.4000/insitu.11290

♦ **Elsa BELLE**, « Aix-les-Bains, carrefour de villégiatures: thermalisme, climatisme, sports d'hiver et bords de lac », In Situ [En ligne], 24 | 2014, mis en ligne le 21 juillet 2014, consulté le 22 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11132>; DOI: 10.4000/insitu.11132

♦ **Sophie CUEILLE**, « « La petite mer d'Enghien »: un site pour une villégiature parisienne », In Situ [En ligne], 24 | 2014, mis en ligne le 17 juillet 2014, consulté le 22 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11096>; DOI: 10.4000/insitu.11096

♦ **Bertrand CHARNEAU**, « Le lycée de Grand-Air d'Archon », In Situ [En ligne], 24 | 2014, mis en ligne le 22 juillet 2014, consulté le 23 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11281>; DOI: 10.4000/insitu.11281

♦ **Pierre-Louis LAGET**, « L'invention du système des immeubles à gradins. Sa genèse à visée sanitaire avant sa diffusion mondiale dans la villégiature de montagne et de bord de mer », In Situ [En ligne], 24 | 2014, mis en ligne le 18 juillet 2014, consulté le 23 octobre 2015. URL: <http://insitu.revues.org/11102>; DOI: 10.4000/insitu.11102



B.5 LES ÉQUIPES

Jean Davoigneau

La comparaison entre les chiffres des 22 rapports d'activité reçus en 2014, et ceux de 2011 (hors Lorraine pour laquelle les chiffres de 2011 ne sont pas connus) montrent une relative stabilité des effectifs, mais une évolution dans la composition des équipes.

La hausse de la part des partenariats et personnels associés.

En 2014, le total d'ETP des SRI s'élève à 283,7 ETP et à 362,75 ETP si l'on prend en compte les stagiaires et les personnels hors SRI associés dans le cadre de partenariats.

Si l'on compare les données des 21 régions pour lesquelles elles sont disponibles pour 2014 et 2011, les chiffres de 2014 sont respectivement 267,9 et 346,15 ETP, et ceux de 2011 de 275,25 et 311,75 ETP, ce qui traduit une baisse de 2 %, des effectifs SRI mais une hausse de 12% si l'on prend en compte les stagiaires et les personnels associés dans le cadre de partenariats.

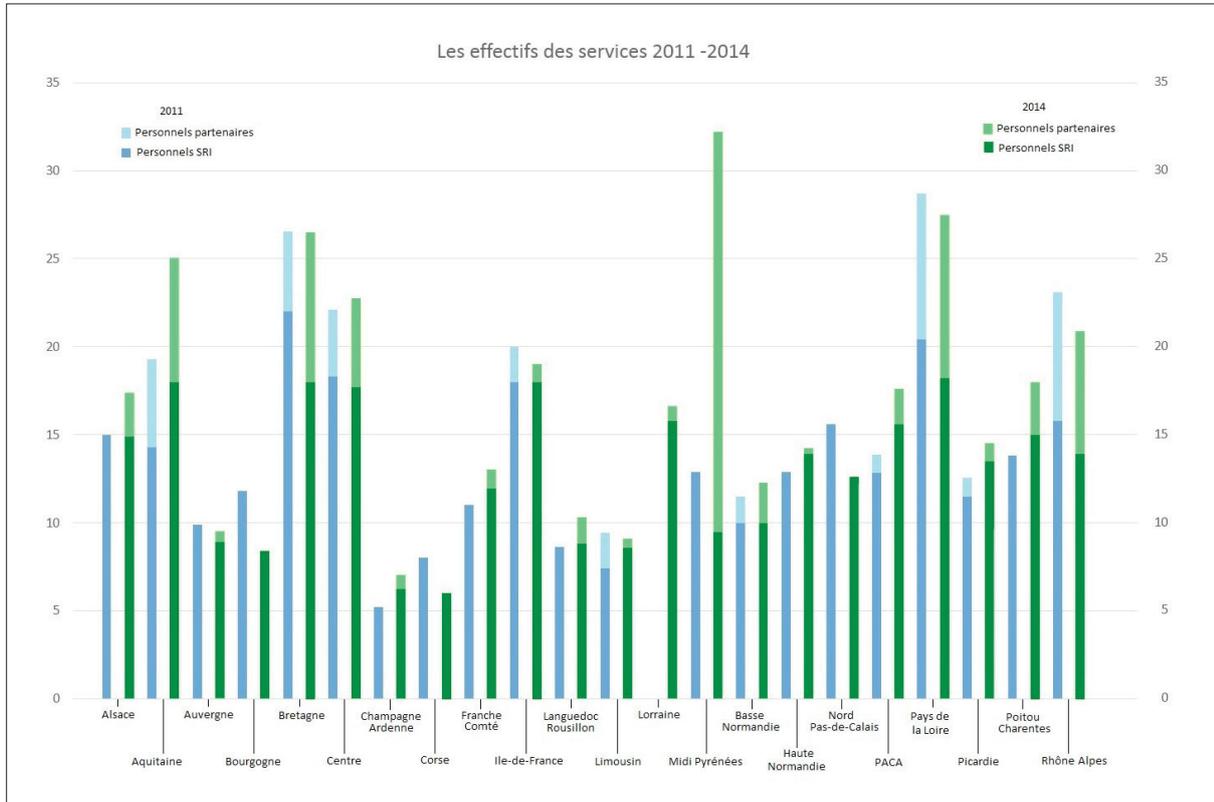
Ce dernier indicateur, qui montre que cette situation est très largement généralisée est toutefois à prendre avec précautions car dans le formulaire de 2011, l'indication des personnels associés dans le cadre de partenariats était bien moins balisée.

D'importantes disparités régionales

La disparité est toujours forte entre les régions: On constate des baisses d'effectifs sévères dans certains services: -29 % en Bourgogne (11,8 ETP en 2011, 8,4 en 2014) ou -25 % en Corse (8 ETP en 2011, 6 en 2014), mais également des hausses importantes: 21 % d'effectifs supplémentaires en Champagne

→ Ardennes (5,2 ETP en 2011, 6,3 en 2014) et en Provence-Alpes-Côte d'Azur (12,85 ETP en 2011, 15,6 en 2014). Certains SRI compensent les baisses d'effectifs du service par l'augmentation du nombre de personnels associés⁴, la Bretagne par exemple (-18 % d'ETP entre 2011 et 2014, mais un solde nul si l'on prend en compte les personnels associés).

Le cas le plus emblématique est le SRI de Midi-Pyrénées qui affiche une baisse de personnels de -26 % (12,9 ETP en 2011, 9,5 en 2014), mais qui comptabilise 34,7 ETP en 2014 si l'on prend en compte les personnels associés (le chiffre des ETP des personnels associés passant de 0,5 en 2011, chiffre peut être sous-évalué alors, à 22,7 en 2014).



La variabilité de la taille des équipes est toujours importante, entre 6 ETP en Corse et 18 ETP en Aquitaine, Bretagne, Ile-de-France ou Pays de la Loire, la moyenne s'établissant à 12,9 ETP (elle était de 13,1 en 2011). En 4 ans, l'écart de taille entre les équipes s'est réduit, de 16,8 en 2011 à 12 en 2014. En 2011, la plus petite équipe était celle de Champagne-Ardenne avec 5,2 ETP et la plus importante la Bretagne avec 22 ETP. Mais cet écart se creuse si l'on prend en compte les personnels associés : 28,7 ETP de différence entre le service de la CTC composé de 6 ETP et Midi-Pyrénées 34,7 ETP, la moyenne des équipes étant de 19,1 ETP. En 2014, les personnels associés ont presque doublé : ils représentent 17 % des effectifs et les stagiaires 3 %, pour respectivement 10 % et moins d'1 % en 2011.

La fin de la transition vers la fonction publique territoriale

Pour les personnels des 22 SRI, si l'on retire 20 postes de contractuels pour lesquels il est parfois difficile d'adosser les missions à un cadre d'emploi, c'est-à-dire pour un ensemble d'environ 255 ETP, on observe plusieurs phénomènes. Tout d'abord la quasi disparition entre 2011 et 2014, essentiellement pour raison de départ en retraite, des personnels relevant de la fonction publique d'État (Ingénieur d'études, assistant ingénieur et chargé d'études documentaires). Le cas des conservateurs qui peuvent également relever des deux

fonctions publiques ne peut être évalué à la seule lecture des tableaux des rapports d'activité.

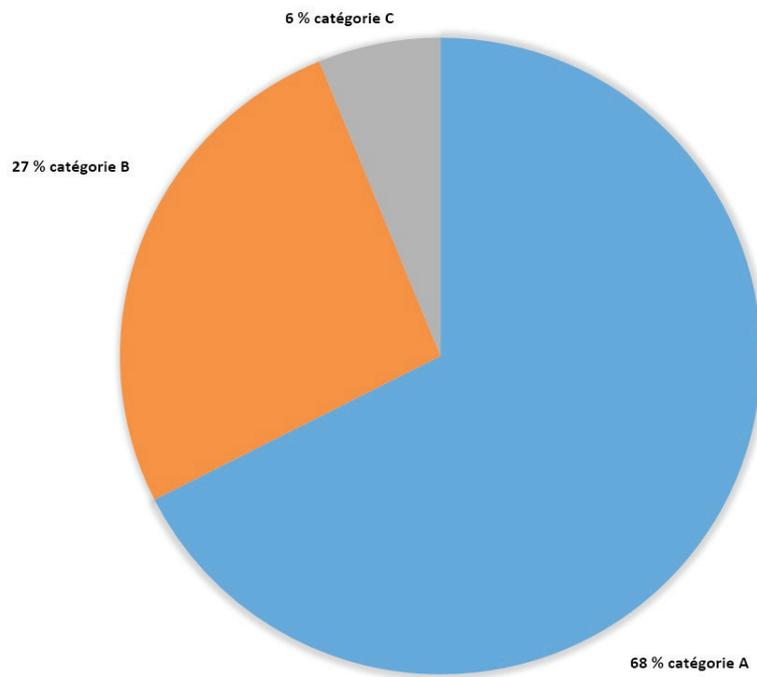
La stabilité globale de la répartition entre les catégories d'emploi et les filières scientifiques, techniques et administratives

Les effectifs sont désormais ventilés en 14 cadres d'emploi de la fonction publique territoriale relevant de trois filières : la filière scientifique et culturelle (conservateur, attaché, assistant et adjoint), la filière technique (ingénieur, technicien et adjoint) et la filière administrative (attaché, rédacteur, adjoint, etc.). On ne peut que constater une stabilité dans la répartition des emplois entre ces différentes filières entre 2011 et 2014 : soit 40% des emplois pour la filière scientifique, 39 % dans la filière technique et 24 % dans la filière administrative. On observe la même stabilité si l'on examine les niveaux de qualifications : 68 % pour les emplois de catégorie A, 27 % pour la catégorie B et 6 % pour la catégorie C. Ces chiffres sont quasiment stables depuis 2007⁵.

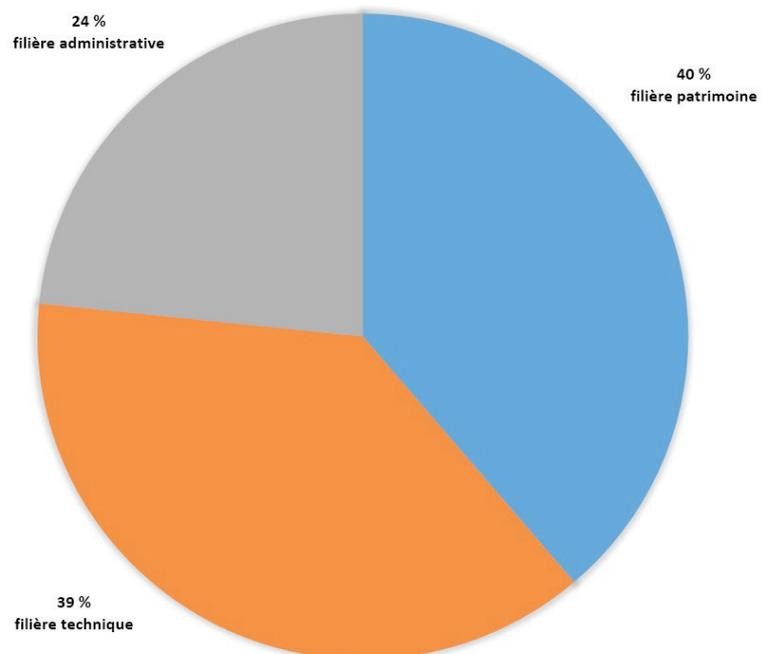
4. On peut par ailleurs noter que sur 22 régions, 7 régions n'indiquent aucun personnel associé en 2014 (Auvergne, Bourgogne, Corse, Franche-Comté, Ile-de-France, Haute-Normandie et Nord-Pas-de-Calais).

5. Cf. synthèses nationales des rapports d'activité de 2007 et 2009.

LES CATÉGORIES D'EMPLOI EN 2014

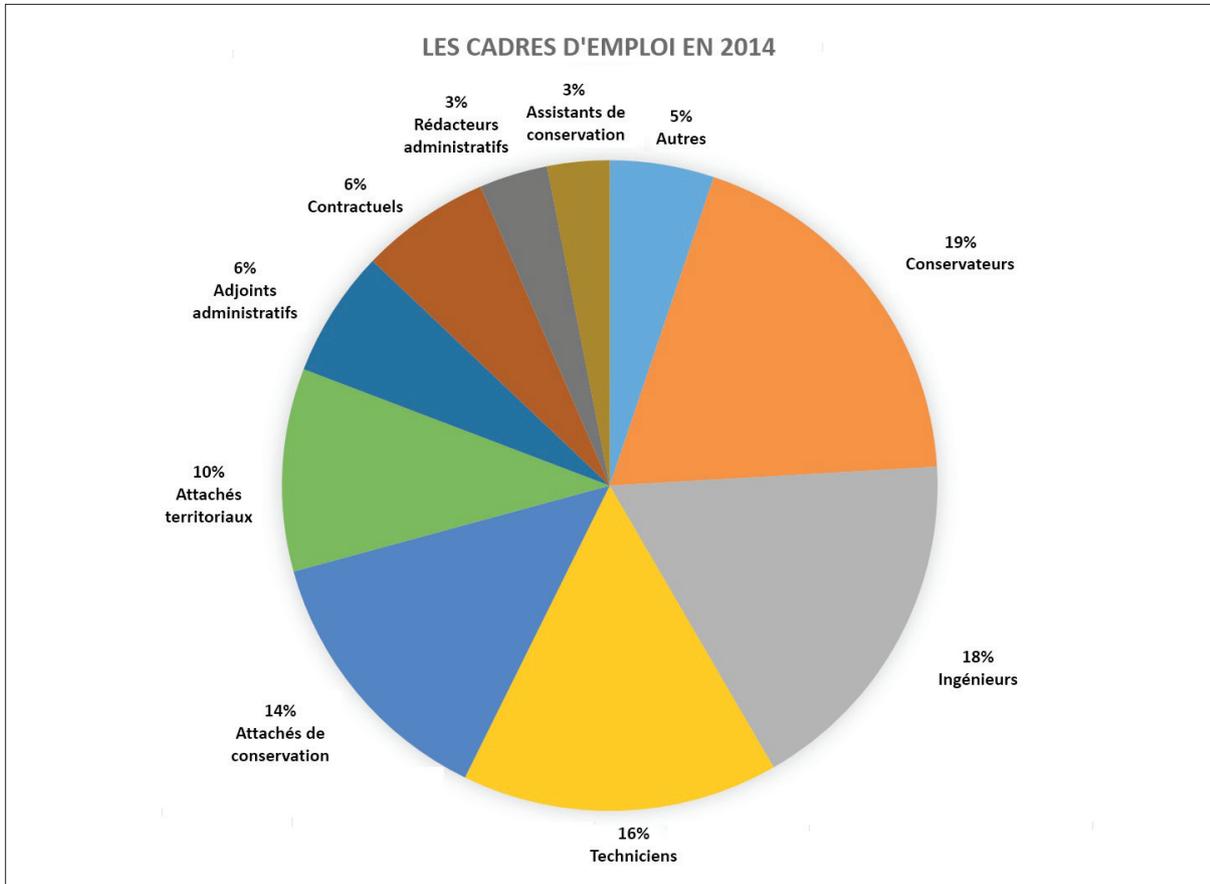


LES FILIÈRES EN 2014



En s'attachant plus précisément aux 4 cadres d'emploi qui regroupent le plus grand nombre de personnels : conservateur du patrimoine, attaché de conservation du patrimoine, ingénieur territorial et technicien; on observe cependant des variations légères mais significatives. La baisse du pourcentage des conservateurs⁶ qui représentaient 22 % des ETP en

2011 et seulement 19 % en 2014, la hausse du pourcentage des attachés de conservation (10 % en 2011 et 14 % en 2014), la relative stabilité pour les deux corps techniques : 17 % en 2011 et 18 % en 2014 en ce qui concerne les ingénieurs et 16 % en 2011 et 2014 pour les techniciens.



Le 5^e cadre d'emploi en nombre d'ETP présent dans les services est celui des attachés territoriaux. Si l'on constate une lente mais continue progression de son importance (8 % en 2011, 10 % en 2014), on parvient difficilement à le catégoriser tant les fonctions exercées par les personnels relevant de ce cadre d'emploi sont diverses : 8 assurent des missions de médiation et/ou de valorisation, 7 autres sont documentalistes⁷, 6 sont chercheurs, mais on y relève également : 2 gestionnaires de bases de données⁸, 1 photographe, 1 cartographe, 1 chargé de mission politiques patrimoniales, 2 adjoints au chef de service, 1 chef de service⁹ et seulement 1,5 ETP dédiés à des missions strictement administratives.

Une grande variété de statuts pour les médiateurs, photographes et dessinateurs

Si l'on focalise le point de vue sur trois des missions des SRI (médiation - valorisation des études, photographie et dessin), on observe dans l'examen attentif des 22 rapports d'activité que les personnels qui en ont la charge relèvent de cadres d'emploi, de niveaux et de filières divers et variés.

En ce qui concerne les missions de médiation et de valorisation, outre les 8 attachés territoriaux (filière administrative,

catégorie A), on trouve 2 assistants de conservation du patrimoine (filière culturelle, catégorie B), un animateur territorial (filière administrative, catégorie C), trois contractuels dont un en CDD et 2 stagiaires.

La photographie est une composante structurelle de l'inventaire général et indispensable à la constitution de la documentation. Le cadre d'emploi majoritaire des photographes reste bien celui de technicien (catégorie B de la filière technique) avec 23 ETP, mais on trouve également dans la même filière technique : 6 ingénieurs territoriaux (catégorie A) et 4 adjoints techniques (catégorie C), mais aussi des

6. A noter, qu'il n'y a plus aucun conservateur dans les équipes des SRI Limousin et Picardie.

7. Pour rappel, lors de la décentralisation les chargés d'études documentaires de la fonction publique de l'État ont intégrés dans ce cadre d'emploi de la fonction publique territoriale.

8. La gestion des bases de données et/ou l'administration du dossier électronique sont assurées en 2014 par 8 ingénieurs territoriaux, 3 techniciens, 3 attachés de conservation, 2 assistants de conservation, 2 attachés territoriaux, 2 adjoints administratifs et 2 rédacteurs.

9. Sur 22 SRI, 17 ont un conservateur comme chef de service, 3 un ingénieur territorial (Auvergne, Limousin et Picardie), 1 un attaché territorial (Nord-Pas-de-Calais). Seul le SRI bourgogne n'a pas de chef de service.

photographes appartenant aux trois niveaux de la filière administrative : 1 attaché territorial (catégorie A), 2 catégorie B et un catégorie C. Soit au total 37 professionnels¹⁰.

Un seul service, celui d'Alsace, n'a plus de personnel photographe, cette mission étant dorénavant intégralement assurée par des prestataires extérieurs. En outre, trois SRI signalent dans leur rapport la formation d'un apprenti photographe (Bretagne, Franche-Comté, Basse-Normandie)¹¹.

Les personnels assurant des fonctions autour du graphique ne sont plus présents que dans 17 SRI sur 23 (aucun dessinateur en Aquitaine, Bretagne, Champagne-Ardenne, Midi-Pyrénées, Basse-Normandie et Picardie). On constate tout d'abord que la désignation du métier ou des fonctions exercées par ces personnels est floue : ils sont dessinateurs, cartographes, sigistes, infographes, illustrateurs, créateurs multimédia, topographes, etc. Les cadres d'emploi reflètent également cette difficulté à cerner le métier : 9 techniciens, 5 ingénieurs territoriaux, 1 attaché de conservation, 1 attaché territorial, 1 rédacteur, 1 animateur territorial et un contractuel.

A la veille de la réforme territoriale, il serait utile que les rapports d'activité des SRI pour l'année 2015 s'attachent, au-delà d'un recensement complet des personnels assurant des fonctions techniques au sein des services (photographie, dessin, nouvelles technologies, etc.) à dresser une cartographie précise de ces métiers et de leurs perspectives.

B.6 → LES FORMATIONS DISPENSÉES PAR LES SERVICES

Virginie Serna

L'analyse des rapports permet de dégager plusieurs aspects dans l'offre de formation dispensée par les agents des services en charge de l'Inventaire. Même si certaines réponses restent imprécises (pas de mention du niveau de la formation ou incomplète ; nombre d'heures de formation non communiqué, oubli de formation donnée, intitulé sommaire des stages), les informations fournies offrent un panorama pertinent de la densité de la transmission des savoirs-faire et faire-savoir dans les services.

Chaque région ou presque mentionne son offre, que celle-ci se décline sous la forme d'une formation dispensée dans un établissement d'enseignement supérieur ou dans un autre cadre. Nous avons pris soin de distinguer les deux offres dans deux tableaux différents permettant ainsi de saisir les liens particuliers qui unissent les services aux établissements d'enseignement supérieur (Universités, École du Louvre, INP, ENSA, École nationale des Chartres, ...) et aux autres institutions.

Chaque région évoque son offre de formation de façon spécifique, certaines la revendiquant ouvertement comme l'Alsace : « Renforcer l'implication du service dans la formation universitaire », d'autres restant plus généralistes.

96 offres de formation ont ainsi pu être recensées et analysées.

Les formations auprès des établissements d'enseignement supérieur

(universités, INP, École du Louvre, ENSA, École nationale des Chartres, CNAM)

61 formations ont été recensées.

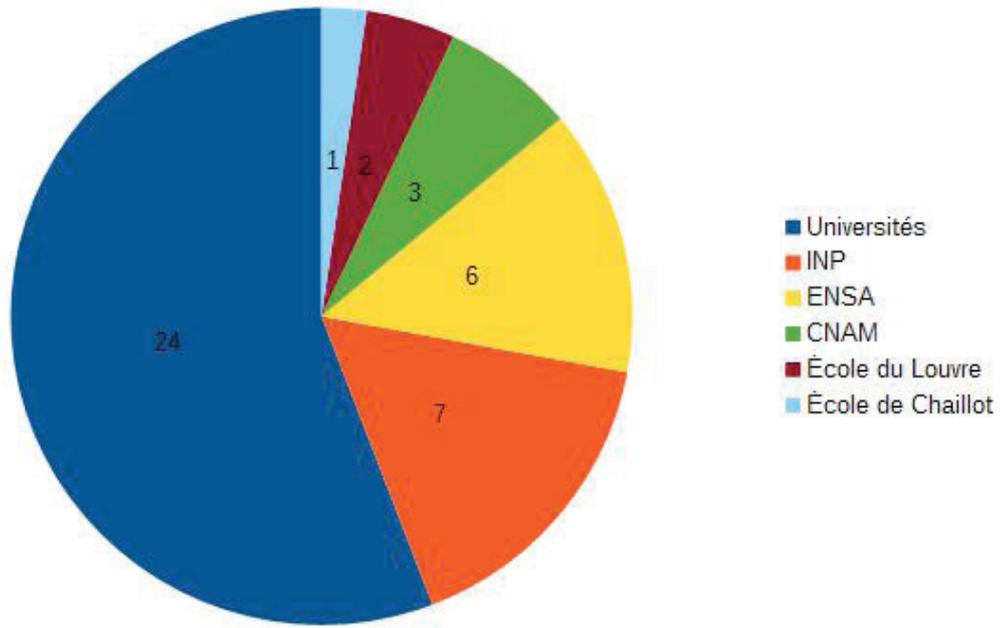
Les services sont engagés dans la formation universitaire dans les établissements d'enseignements supérieurs souvent depuis quelques années, certains sont liés dans leur engagement par une convention, d'autres non.

Les formations dispensées engagent 1 à 3 personnes dans le service de façon régulière (21h) ou très sporadique (30 mn). Les formations se font rarement à plusieurs voix, généralement c'est une seule personne qui assure le cours.

Les enseignements portent pour la majeure partie (19) sur la présentation de l'Inventaire général et ses méthodes. Viennent ensuite les formations sur une thématique qui pourrait porter le titre de « Fait urbain » rassemblant Architecture, patrimoine industriel, morphologie et étude urbaine, rénovation industrielle, Vocabulaire, photographie et Sources de l'histoire de l'architecture (13). Les suivantes portent sur les métiers et politiques patrimoniales (dont la déontologie - Aquitaine) (6), le patrimoine immatériel et mémoire (« Archivistique et mémoire du travail ») (2), la cartographie et les SIG (2), 1 enseignement sur les objets mobiliers, 1 sur les jardins et 2 enseignements monographiques (Citadelle de Blaye et Malzeville). Ils se situent tous au-delà de la licence, généralement dans le cadre des Master 1 et 2, Master Recherche ou Master Pro. Un diplôme universitaire (DU) existe en Corse – université de Corte.

10. Par comparaison, en 2011, le total des photographes était de 39 professionnels répartis comme suit : 8 ingénieurs territoriaux, 22 techniciens, 2 assistants techniques, 1 adjoint technique, 1 attaché territorial, 1 assistant ingénieur et 4 contractuels.

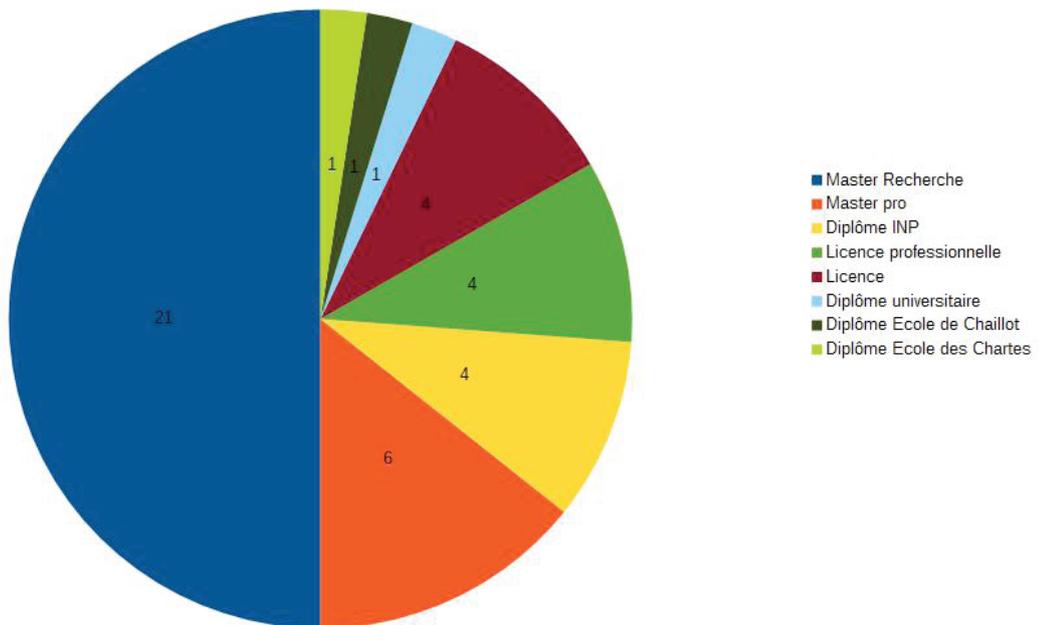
11. Seul le SRI de la région Ile-de-France signalait la formation de 2 apprentis en 2011.



Formations dispensées au sein des établissements d'enseignement supérieur

Diagramme 2

Situation des formations dispensées par les agents des SRI en 2014 au sein des établissements d'Enseignement supérieur par niveau



Tous les métiers des SRI sont représentés : photographie, sigiste, chercheurs, chefs de service, documentaliste.

Les thèmes enseignés

Patrimoine industriel, architecture XX ; urbanisme, droit du patrimoine, politique du patrimoine, mais aussi technologie numérique, patrimoine immatériel, archivistique et mémoire du travail, cartographie et Système d'Information Géographique, photographie forment les titres des interventions selon des rythmes très différents : enseignement de 21h ou cours de 1h.

Six régions interviennent au sein d'écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA de Strasbourg, Normandie, Paris-Belleville, Grenoble, Bordeaux, Nancy) et une à l'École de Chaillot (Lorraine).

L'accueil des élèves conservateurs de l'INP en stage spécialité ou hors spécialité est souvent souhaité par les services et semble une pratique bien établie dans certains SRI (1 en Franche-Comté, 1 en Bretagne).

Dans le cadre des enseignements INP, École du Louvre et ENSA, un agent dans une région assure des jurys des travaux

d'élèves pour l'ENSA Paris-Belleville et jury Master 2 pour l'École du Louvre (Île-de-France). Un voyage d'étude pour les étudiants en histoire de l'Art de Lausanne (CH) a été organisé par le SRI Lorraine.

Seules deux régions n'interviennent pas au sein de l'université : la Bourgogne et le Limousin.

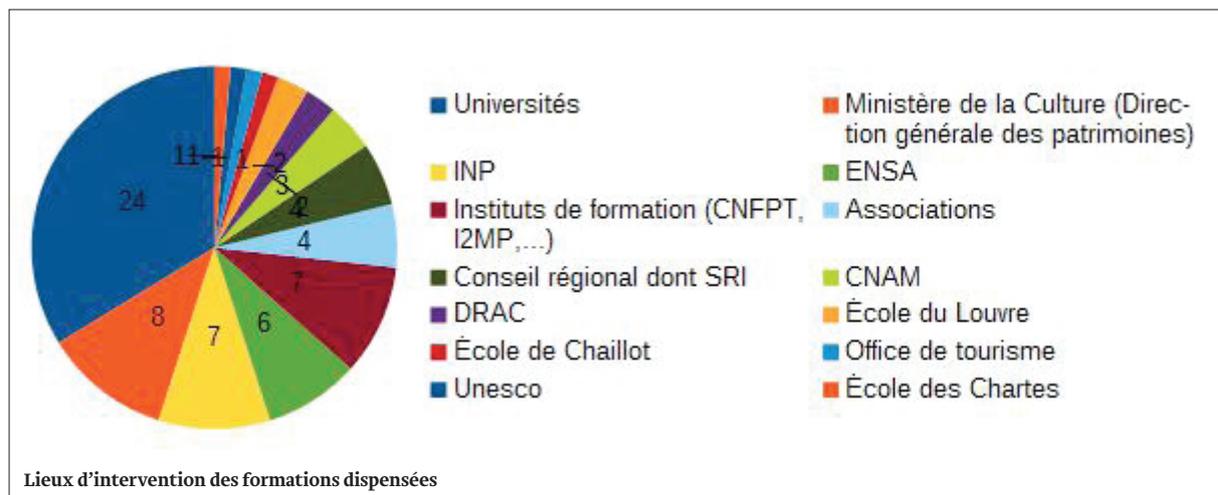
Au niveau universitaire, une seule équipe (Alsace) semble engagée dans la co-organisation d'un séminaire à l'université (séminaire en Histoire de l'architecture et de l'urbanisme XIX^e et XX^e siècle dispensé en Master recherche co-animé par le Service de l'Inventaire et l'Université).

On ne relève aucun enseignement en dehors du champ patrimonial culturel et aucun lien avec le monde de l'Environnement ou avec les écoles du paysage, par exemple.

Enfin, une seule région est signalée comme référent scientifique d'une ANR (Alsace). Aucune ne se trouve dans un Labex.

Les formations dispensées dans les institutions patrimoniales

35 formations ont été recensées.



Direction générale des patrimoines, MUCEM, DRAC, milieu associatif, rectorat, Institut Méditerranéen des Métiers du Patrimoine (I2MP), conseils régionaux, CNFPT et autres services en charge de l'Inventaire général en région profitent du savoir métier des SRI.

Les formes et modalités de ces formations sont variées : de la co-organisation complète avec la direction générale des patrimoines aux « Apéro Patrimoine » en Bretagne, la formation est plurielle.

On note 8 formations données au sein de la direction générale des patrimoines, 4 formations à l'Institut Méditerranéen des Métiers du Patrimoine (I2MP), 3 en DRAC, 2 au CNFPT, 4 en direction des rectorats (CFA, formation aux enseignants, ...).

Trois régions ont assuré la formation du logiciel GERTRUDE (Champagne-Ardenne en interne, SRI Poitou-Charentes vers Guyane et Poitou-Charentes, PACA vers SRI Corse).

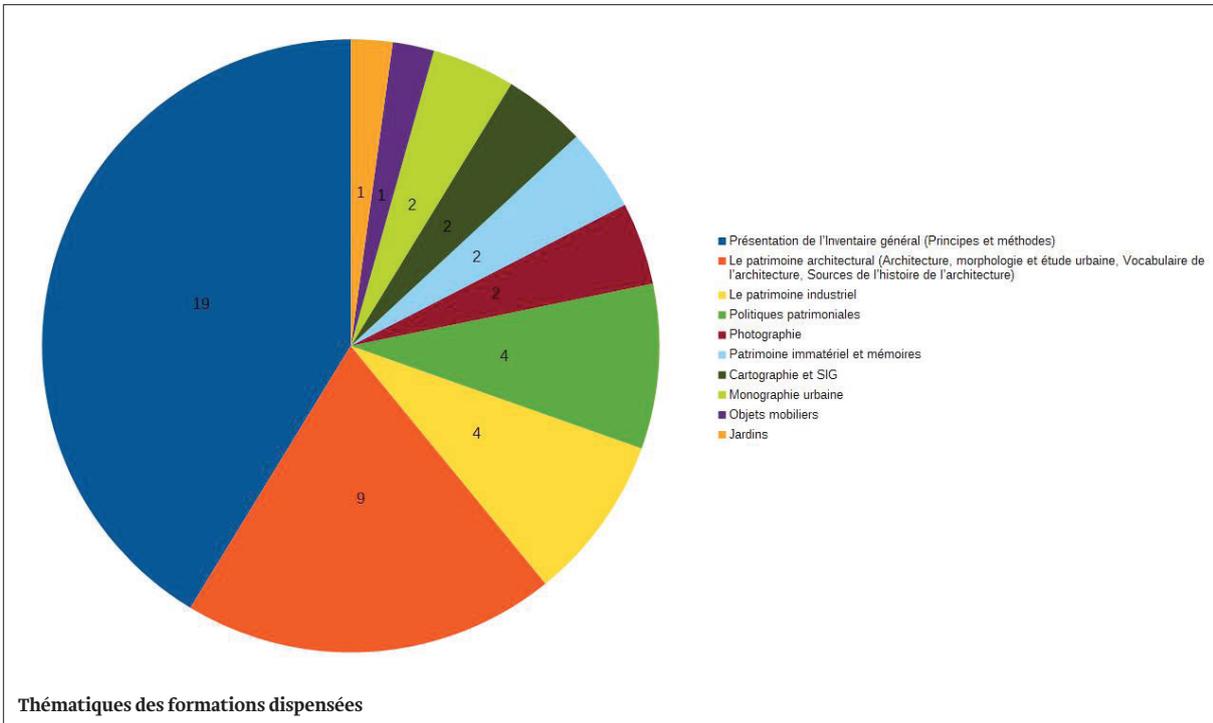
Les formations pour le tourisme prennent une place

importante, que ce soit par le biais des Offices de tourisme, des Pays d'art et d'histoire, ou par la licence professionnelle du CNAM en région (5).

Les thèmes de ces formations sont variés. L'Architecture domine avec 12 formations dans lequel apparaissent les notions de Reconstruction (5) en milieu rural comme en milieu urbain (« La reconstruction de l'architecture rurale sur le versant alsacien du Massif des Vosges »- Alsace), les enseignements liés aux matériaux et à leurs mises en œuvres (3 -terre, bois, pisé) et des enseignements plus méthodologiques (« Apprendre à lire un bâtiment », « Lire la ville »). Les ressources de l'Inventaire font l'objet de 3 formations (« Lorraine « Les ressources du SRI » et « Inventaire du patrimoine, un lieu de ressource pour la mise en patrimoine »). Les études portant sur l'espace rural ne sont pas absentes mais sont rares (PACA « Pastoralisme, transhumance et patrimoine de l'estive ». Les enseignements en direction du tourisme sont

très présents (7) et les titres des interventions intéressantes (« Secrets de fabrique: la mise en tourisme du Pays A3V » – PACA ; « Inventaire du patrimoine: un lieu de ressource pour la mise en tourisme – Lorraine,..»). Trois formations sont

données en direction des STAP en Lorraine (« PLU et SRI », « Synergie STAP et SRI » et « Lire une ville ») et 1 est à destination des CRMH en Bretagne (« Architecture en terre »).



L'organisation de colloques reste rare au sein des services. Deux colloques ont été organisés en 2014. L'un en Bourgogne : « Les canaux de Bourgogne: entre histoire et territoires »: et l'un en Aquitaine : « Patrimoine paysager, paysage bâti. La vallée de la Vézère, entre connaissance et

enjeux patrimoniaux », Pôle International de la Préhistoire (Les Eyzies-de-Tayac-Sireuil), les 2 et 3 octobre 2014. Une table ronde a également été mise en œuvre en Alsace, rassemblant 200 personnes sur le thème « Patrimoine et numérique ».